



COMMUNICATION FINANCIÈRE

- Page 2 Chiffres clés au 30 juin 2015
- Page 4 Extrait des états financiers consolidés selon les normes IAS/IFRS arrêtés au 30 juin 2015
- Page 13 Comptes sociaux au 30 juin 2015
- Page 23 Extrait des états financiers consolidés BNP Paribas au 30 juin 2015

ETATS AU 30 JUIN 2015



BMCI
GROUPE BNP PARIBAS

La banque
d'un monde
qui change



Dans une conjoncture économique difficile, le Groupe BMCI a dégagé un produit net bancaire consolidé en légère diminution de 1,2% par rapport à juin 2014, tout en poursuivant son dispositif de maîtrise et d'anticipation des risques : l'effort de provisionnement est en progression de 21,3% par rapport à juin 2014. Le coefficient d'exploitation demeure à un bon niveau de 47,6%. Le résultat net consolidé ressort à 221 M MAD en juin 2015 contre 257 M MAD en juin 2014.

PRODUIT NET BANCAIRE CONSOLIDÉ
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION CONSOLIDÉ
RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ PART DU GROUPE
EFFECTIF GROUPE BMCI
COEFFICIENT D'EXPLOITATION CONSOLIDÉ
CRÉDITS PAR CAISSE A LA CLIENTÈLE CONSOLIDÉS

1,6 MILLIARD DE DIRHAMS
838 MILLIONS DE DIRHAMS
221 MILLIONS DE DIRHAMS
3 196 COLLABORATEURS
47,6 %
50,3 MILLIARDS DE DIRHAMS

50,3
MMDH

CRÉDITS PAR CAISSE À LA CLIENTÈLE CONSOLIDÉS

Les crédits par caisse à la clientèle consolidés se sont établis à 50,3 milliards de dirhams, en légère baisse de 1,7% par rapport à fin 2014.

-1,7 %

DEC 2014 51,2
JUIN 2015 50,3

CRÉDITS PAR CAISSE À LA CLIENTÈLE CONSOLIDÉS (EN MMDH)

42,3
MMDH

DÉPÔTS DE LA CLIENTÈLE CONSOLIDÉS

Les dépôts de la clientèle consolidés s'établissent à 42,3 milliards de dirhams en juin 2015, avec une baisse de 2,3% par rapport à fin 2014, mais avec une amélioration en termes de structure, les ressources non rémunérées représentant plus de 71 % des ressources consolidées.

-2,3 %

DEC 2014 43,3
JUIN 2015 42,3

DÉPÔTS DE LA CLIENTÈLE CONSOLIDÉS (EN MMDH)

14,6
MMDH

ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE CONSOLIDÉS

Les engagements par signature consolidés ont atteint 14,6 milliards de dirhams à fin juin 2015 en baisse de 2,2% par rapport à fin 2014.

-2,2 %

DEC 2014 15
JUIN 2015 14,6

ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE CONSOLIDÉS (EN MMDH)

1,6
MMDH

PRODUIT NET BANCAIRE CONSOLIDÉ

Le Groupe BMCI a dégagé un produit net bancaire consolidé de 1,6 milliard de dirhams, en légère diminution de 1,2% comparé à la même période de l'année précédente du fait du recul des activités de marché (-19,9%). Par ailleurs, une bonne progression a été enregistrée au niveau des commissions (+9,2%).

-1,2 %

1S 2014 1,62
2S 2014 1,65
1S 2015 1,6

PRODUIT NET BANCAIRE CONSOLIDÉ (EN MMDH)



761,2
MDH

FRAIS DE GESTION CONSOLIDÉS*

Les frais de gestion consolidés, à 761,2 millions de dirhams, restent maîtrisés avec une augmentation de 1,7%, par rapport à juin 2014. Par ailleurs, la BMCI affiche un coefficient d'exploitation de 47,6%, parmi les meilleurs du marché bancaire marocain.

*Y compris l'impact de la norme IFRIC 21.

+1,7 %



FRAIS DE GESTION CONSOLIDÉS (EN MDH)

838
MDH

RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION CONSOLIDÉ

Le résultat brut d'exploitation consolidé s'établit à 838 millions de dirhams en baisse de 3,8%.

-3,8 %



RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION CONSOLIDÉ (EN MDH)

484
MDH

COÛT DU RISQUE CONSOLIDÉ

Le coût du risque consolidé est en augmentation de 21,3% par rapport à juin 2014.

+21,3 %



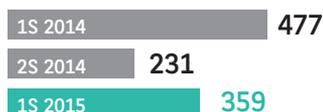
COÛT DU RISQUE CONSOLIDÉ (EN MDH)

359
MDH

RÉSULTAT AVANT IMPÔTS CONSOLIDÉ

Le Groupe a dégagé un résultat avant impôts consolidé de 359 millions de dirhams en baisse de 24,7% par rapport au 30 juin 2014.

-24,7 %



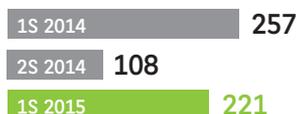
RÉSULTAT AVANT IMPÔTS CONSOLIDÉ (EN MDH)

221
MDH

RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ PART DU GROUPE

Le résultat net consolidé part du Groupe BMCI s'est établi à 221 millions de dirhams en baisse de 13,9% par rapport au 30 juin 2014.

-13,9 %



RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ PART DU GROUPE (EN MDH)

L'agence internationale de rating Fitch a confirmé au mois de juillet 2015 les ratings de la BMCI, traduisant sa solidité financière. Pour rappel, ces notations sont parmi les meilleures obtenues à l'échelle nationale :
Note à long terme : AAA (mar) • Perspective d'évolution de la note à long terme : Stable
Note à court terme : F1+ (mar) • Note de soutien extérieur : 2



NORMES COMPTABLES APPLICABLES

Les normes comptables internationales (International Financial Reporting Standards – IFRS) ont été appliquées aux comptes consolidés à compter du 1er janvier 2008 avec bilan d'ouverture au 1er janvier 2007 conformément aux prescriptions énoncées par la norme IFRS 1, « Première application des normes d'information financière internationales », et par les autres normes du référentiel IFRS en tenant compte de la version et des interprétations des normes telles qu'elles ont été approuvées par l'International Accounting Standards Board (IASB) pour ses comptes arrêtés au 30 juin 2015.

Dans les comptes consolidés présentés au 30 juin 2015, le Groupe a appliqué les dispositions d'IAS 1 révisée relatives à la présentation des états financiers.

DESCRIPTION DES RETRAITEMENTS IFRS

PRINCIPES DE CONSOLIDATION

• Périmètre de consolidation

Les comptes consolidés du Groupe BMCI regroupent l'ensemble des entreprises sous contrôle exclusif, contrôle conjoint ou influence notable.

De même, le Groupe BMCI consolide, le cas échéant, les structures juridiques distinctes créées spécifiquement pour réaliser un objectif limité et bien défini dites « entités ad'hoc » contrôlées et ce, même en l'absence d'un lien capitalistique entre eux.

• Méthodes de consolidation

• Les entreprises sur lesquelles le Groupe BMCI exerce un contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale. Le Groupe possède le contrôle exclusif d'une filiale lorsqu'il est en mesure de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entité afin de bénéficier de ses activités.

• Les entreprises sous contrôle conjoint sont consolidées par intégration proportionnelle. Le Groupe possède un contrôle conjoint lorsque, en vertu d'un accord contractuel, les décisions financières et opérationnelles stratégiques liées à l'activité nécessitent l'accord unanime des parties qui se partagent le contrôle.

• Les entreprises sous influence notable sont mises en équivalence. L'influence notable est le pouvoir de participer aux décisions de politique financière et opérationnelle d'une entité, sans en détenir le contrôle. Elle est présumée si le Groupe détient, directement ou indirectement, 20% ou plus des droits de vote dans une entité.

LES IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations sont enregistrées à leur coût d'acquisition augmenté des frais directement attribuables, et des coûts d'emprunt encourus lorsque la mise en service des immobilisations est précédée d'une longue période de construction ou d'adaptation.

Les logiciels développés en interne, lorsqu'ils remplissent les critères d'immobilisation, sont immobilisés pour leur coût direct de développement qui inclut les dépenses externes et les frais de personnel directement affectables au projet.

Après comptabilisation initiale, les immobilisations sont évaluées à leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes éventuelles de valeur, à l'exception des parts de SCI, supports de contrats d'assurance en unités de compte, qui sont valorisées en date d'arrêté à leur valeur de marché ou son équivalent, les variations de celle-ci étant comptabilisées au compte de résultat.

Le montant amortissable d'une immobilisation est déterminé après déduction de sa valeur résiduelle. Seuls les biens donnés en location simple sont réputés avoir une valeur résiduelle, la durée d'utilité des immobilisations d'exploitation étant généralement égale à la durée de vie économique attendue du bien.

Les immobilisations sont amorties selon le mode linéaire sur la durée d'utilité attendue du bien pour l'entreprise. Les dotations aux amortissements sont comptabilisées sous la rubrique « Dotations aux amortissements et provisions pour dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles » du compte de résultat.

Lorsqu'une immobilisation est composée de plusieurs éléments pouvant faire l'objet de remplacement à intervalles réguliers, ayant des utilisations différentes ou procurant des avantages économiques selon un rythme différent, chaque élément est comptabilisé séparément et chacun des composants est amorti selon un plan d'amortissement qui lui est propre. L'approche par composants a été retenue pour les immeubles d'exploitation et de placement.

Les durées d'amortissement retenues pour les immeubles de bureaux sont de 80 et 60 ans pour le gros oeuvre des immeubles de prestige et les autres immeubles respectivement, 30 ans pour les façades, 20 ans pour les installations générales et techniques et 10 ans pour les agencements.

Les logiciels sont amortis, selon leur nature, sur des durées n'excédant pas 8 ans pour les développements d'infrastructure et 3 ans ou 5 ans pour les développements essentiellement liés à la production de services rendus à la clientèle.

Les coûts de maintenance des logiciels sont enregistrés en charges au compte de résultat lorsqu'ils sont encourus. En revanche, les dépenses qui participent à l'amélioration des fonctionnalités du logiciel ou contribuent à en allonger sa durée de vie sont portées en augmentation du coût d'acquisition ou de confection initial.

Les immobilisations amortissables font l'objet d'un test de dépréciation lorsqu'à la date de clôture, d'éventuels indices de perte de valeur sont identifiés. Les immobilisations non amortissables font l'objet d'un test de dépréciation au moins une fois par an sur le modèle de celui effectué pour les survaleurs affectées aux ensembles homogènes de métiers.

S'il existe un tel indice de dépréciation, la nouvelle valeur recouvrable de l'actif est comparée à la valeur nette comptable de l'immobilisation. En cas de perte de valeur, une dépréciation est constatée en compte de résultat. La dépréciation est reprise en cas de modification de l'estimation de la valeur recouvrable ou de disparition des indices de dépréciation. Les dépréciations sont comptabilisées sous la rubrique « Dotations aux amortissements et provisions pour dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles » du compte de résultat.

Les plus ou moins values de cession des immobilisations d'exploitation sont enregistrées au compte de résultat sous la rubrique « Gains nets sur autres actifs immobilisés ».

Les plus ou moins values de cession des immeubles de placement sont enregistrées au compte de résultat sous la rubrique « Produits des autres activités » ou « Charges des autres activités ».

Le Groupe BMCI a adopté les principes suivants appliqués de manière rétrospective :

- L'approche par composant.
 - Une durée d'amortissement qui reflète la durée d'utilisation effective du bien par la banque.
- L'amortissement retenu est un amortissement linéaire calculé sur la durée d'utilité de l'actif. La valeur résiduelle retenue par le Groupe BMCI est supposée nulle.

TABLEAU DES COMPOSANTS GROUPE BMCI

NATURE DU COMPOSANT	DURÉE D'AMORTISSEMENT EN ANNÉES	POIDS DU COMPOSANT
Gros oeuvre	60	59 %
Façade	30	18 %
IGT	20	23 %

LES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Conformément aux options offertes par la norme IFRS 1, le Groupe BMCI a choisi de maintenir les coûts historiques pour l'ensemble des immobilisations incorporelles et n'a donc procédé à aucune réévaluation.

L'option retenue pour le traitement des logiciels qui constituent l'essentiel des immobilisations incorporelles consiste à distinguer entre les logiciels dédiés à la clientèle et les logiciels internes d'infrastructures. La durée d'amortissement est déterminée selon la consommation des avantages économiques en fonction de l'utilisation.

CATÉGORIE D'IMMOBILISATIONS

CATÉGORIE D'IMMOBILISATIONS	DURÉE D'AMORTISSEMENT
Logiciels dédiés à la clientèle	3 ans
Logiciels internes d'infrastructure	8 ans

GOODWILL

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Le coût d'acquisition est égal à la valeur de marché ou son équivalent, à la date d'échange des actifs remis, des passifs encourus ou assumés ou des instruments de capitaux propres émis pour obtenir le contrôle de la société acquise.

LES IMMEUBLES DE PLACEMENT

Après sa comptabilisation en tant qu'actif, un immeuble de placement doit être comptabilisé à son coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. Dans ce cas, la juste valeur doit être indiquée en annexe.

Dans le cas des immeubles de placement en location, la norme IAS 17 « Contrat de location » est applicable.

AVANTAGES AU PERSONNEL

• Principe :

L'objectif de la norme IAS 19 est de prescrire le traitement comptable des avantages du personnel et les informations à fournir à leur sujet. Cette norme impose de comptabiliser :

- un passif lorsqu'un membre du personnel a rendu des services en échange d'avantages du personnel qui lui seront versés dans l'avenir ;
- une charge lorsque l'entité consomme l'avantage économique résultant des services rendus par un membre du personnel en échange d'avantages du personnel.

• Classification des avantages au personnel :

La norme IAS 19 prévoit quatre catégories d'avantages accordés aux salariés au titre des services rendus :

- les avantages à court terme tels que les salaires, les cotisations de sécurité sociale, les congés annuels payés, les congés de maladie payés, les primes payables dans les douze mois suivant la fin de l'exercice, ...
- les avantages à long terme : médailles du travail, primes payables douze mois ou plus après la fin de l'exercice, ...
- les avantages postérieurs à l'emploi eux-mêmes classés en 2 catégories : régimes à prestations définies et régimes à cotisations définies (retraite, frais de santé et prévoyance pour les retraités, ...)
- les indemnités de fin de contrat de travail : principalement les avantages payables suite à une décision de l'entreprise de mettre fin à l'emploi avant l'âge de la retraite permis par la convention collective ou accord d'entreprise (indemnités de licenciement...) ou du salarié d'accepter le licenciement en échange de ces avantages (départ volontaire).

• Couverture des engagements :

Les engagements peuvent être couverts de deux manières :

- Constitution d'une provision en interne
- Externalisation de l'obligation de verser des prestations par la souscription d'un contrat d'assurance.

• Méthode :

La valorisation des régimes à prestations définies implique le recours à des techniques actuarielles afin de quantifier d'une manière fiable le montant de l'engagement naissant des avantages accumulés par le personnel durant les exercices écoulés.

La méthode préconisée par la norme IAS 19 est celle des « Unités de Crédit Projetées », qui présente les caractéristiques suivantes :

- Méthode actuarielle, basée sur l'estimation des prestations futures probables (à partir des salaires projetés à l'échéance de la prestation), qui repose sur le principe suivant lequel chaque période de service rendu donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations.
- Méthode rétrospective, qui définit la valeur de l'engagement au moment de l'évaluation en se fondant sur le rythme d'acquisition des droits prévu au régime. L'objectif est d'attribuer à chaque année passée la quote-part de droits lui revenant.

L'estimation de la valeur des engagements doit s'appuyer sur des hypothèses actuarielles qui influenceront sur le coût des prestations. Ces hypothèses sont relatives aux variables :

- démographiques : taux de rotation du personnel, taux de mortalité, âge de départ à la retraite ;
- financières : taux d'actualisation, progression estimée des salaires à effectifs constant.

• Options retenues par la BMCI :

A la fin de chaque exercice, la BMCI comptabilise une provision couvrant ses engagements relatifs aux régimes à prestations définies : Ouissam Choghl et indemnités de fin de carrières. La méthode utilisée est celle des « unités de crédit projetées ».

Les taux d'actualisation sont déterminés en fonction de la courbe des taux (Taux de référence des Bons de Trésor) publiée par Bank Al-Maghrib et arrêtée à la date de clôture de l'exercice. Les taux de cette courbe sont ramenés en fonction de la maturité des Bons de Trésors aux durées moyennes d'exigibilité des prestations.

Les autres paramètres d'estimation de l'engagement découlent de la table de mortalité en usage au Maroc, du taux de progression des salaires à effectifs constants estimé par la BMCI ainsi que des statistiques liées à la rotation du personnel observée sur plusieurs années.

En ce qui concerne la couverture médicale postérieure à l'emploi (CMIM), aucune provision n'a été constatée en raison de l'indisponibilité des informations nécessaires pour l'évaluation et la comptabilisation de ce régime multi-employeur à prestations définies.

Quant aux avantages à court terme, la BMCI a constaté une provision relative au coût salarial lié aux congés maladie et maternités sur les douze mois après la clôture de l'année.



DÉRIVÉS

L'ensemble des opérations portant sur des instruments dérivés sont initiées à des fins de transaction et sont de ce fait comptabilisées en tant qu'actifs ou passifs à la juste valeur par résultat.

DÉRIVÉS INCORPORÉS

Un dérivé incorporé est une composante d'un contrat financier ou non qui a pour effet de faire varier une partie des flux de trésorerie de l'opération composée d'une manière analogue à celle d'un dérivé autonome. La norme IAS 39 définit un contrat hybride comme un contrat comprenant un contrat hôte et un dérivé incorporé.

Le dérivé incorporé doit faire l'objet d'une séparation si les trois conditions suivantes sont remplies :

- Le contrat hybride n'est pas comptabilisé à la juste valeur.
- Séparé du contrat hôte, le dérivé incorporé possède les caractéristiques d'un dérivé.
- Les caractéristiques du dérivé ne sont pas étroitement liées à celle du contrat hôte.

La norme IAS 39 préconise de valoriser le contrat hôte à l'initiation de l'opération sur la base de la différence entre la juste valeur du contrat hybride et la juste valeur du dérivé incorporé.

Au 30 juin 2015, aucun instrument financier comprenant un dérivé incorporé n'a été identifié.

IMPÔT EXIGIBLE ET IMPÔT DIFFÉRÉ

La charge d'impôt sur le bénéfice exigible est déterminée sur la base des règles et taux en vigueur dans chaque pays d'implantation des sociétés du groupe consolidé sur la période à laquelle se rapportent les résultats.

Les impôts différés sont comptabilisés lorsqu'il existe des différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et passifs du bilan et leurs valeurs fiscales.

Les passifs d'impôts différés sont reconnus pour toutes les différences temporelles taxables à l'exception :

- Des différences temporelles taxables générées par la comptabilisation initiale d'un écart d'acquisition ;
- Des différences temporelles taxables relatives aux investissements dans des entreprises sous contrôle exclusif et contrôle conjoint, dans la mesure où le groupe est capable de contrôler la date à laquelle la différence temporelle s'inversera et qu'il est probable que cette différence temporelle ne s'inversera pas dans un avenir prévisible.

Un actif ou passif d'impôt différé est comptabilisé chaque fois que le recouvrement ou le règlement de la valeur comptable d'un actif augmentera ou diminuera les paiements futurs d'impôt par rapport à ce qu'ils auraient été si un tel recouvrement n'avait pas eu d'incidence fiscale. La gestion fiscale lui donne l'opportunité de générer un bénéfice imposable au cours des exercices appropriés.

L'IAS 12 interdit l'actualisation des impôts différés.

ACTIFS FINANCIERS : PRÊTS ET CRÉANCES

La catégorie « Prêts et créances » inclut les crédits consentis par le Groupe BMCI, les participations dans des crédits syndiqués ainsi que les crédits acquis non cotés sur un marché actif, lorsqu'ils ne sont pas détenus à des fins de transaction. Les prêts cotés sur un marché actif sont inclus dans la catégorie « Actifs financiers disponibles à la vente » et valorisés conformément aux règles s'appliquant à cette catégorie. Cette catégorie inclut également les instruments financiers représentant les emplois obligatoires de par la réglementation.

Les prêts et créances sont comptabilisés initialement à leur valeur de marché ou son équivalent, qui est, en règle générale, le montant net décaissé à l'origine, et comprend les coûts d'origination directement imputables à l'opération ainsi que certaines commissions perçues (commissions de participation et d'engagement, frais de dossier), analysées comme un ajustement du rendement effectif du prêt. Les prêts et créances sont évalués ultérieurement au coût amorti, et les intérêts, ainsi que les coûts de transaction et commissions inclus dans la valeur initiale des crédits concourent à la formation du résultat de ces opérations sur la durée du crédit calculé selon la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE).

Les commissions perçues sur des engagements de financement préalable à la mise en place d'un crédit sont différées, puis intégrées à la valeur du crédit lors de son attribution.

Les commissions perçues sur des engagements de financement dont la probabilité qu'ils donnent lieu au tirage d'un prêt est faible, ou dont les utilisations sont aléatoires dans le temps et dans leur montant, sont étalées linéairement sur la durée de l'engagement.

• Provision pour dépréciation des prêts et créances

Des dépréciations sont constituées sur les crédits (et les autres actifs financiers classés dans la catégorie des prêts et créances) dès lors qu'il existe une indication objective de perte de valeur mesurable liée à un événement survenu postérieurement à la mise en place du prêt ou à l'acquisition de l'actif. L'analyse de l'existence éventuelle d'une dépréciation est menée d'abord au niveau individuel puis au niveau d'un portefeuille d'éléments homogènes.

Les provisions relatives aux engagements de financement et de garantie donnés par le groupe suivent des principes analogues.

Au niveau individuel, la dépréciation est définie comme étant la différence entre la valeur comptable avant dépréciation et la valeur, actualisée au taux d'intérêt effectif d'origine de l'actif, des composantes jugées recouvrables (principal, intérêts, garanties...). Les modifications de valeur des actifs ainsi dépréciés sont enregistrées dans le compte de résultat, dans la rubrique « Coût du risque » dit avéré.

Toute appréciation postérieure du fait d'une cause objective intervenue après la dépréciation est constatée par le compte de résultat dans la rubrique « Coût du risque ». A compter de la dépréciation de l'actif, la rubrique « Intérêts et produits assimilés » du compte de résultat enregistre la rémunération théorique de la valeur récupérable estimée calculée au taux d'intérêt effectif d'origine (effet de désactualisation).

Les contreparties non dépréciées individuellement font l'objet d'une analyse du risque par portefeuilles homogènes, fondée sur des données historiques permettant notamment de déterminer le taux de Récupération.

Outre le risque avéré, les données historiques sont analysées, afin d'identifier les groupes de contreparties qui, compte tenu d'événements survenus depuis la mise en place des crédits, ont atteint collectivement une probabilité de défaut à maturité qui fournit une indication objective de perte de valeur sur l'ensemble du portefeuille, sans que cette perte de valeur puisse être à ce stade allouée individuellement aux différentes contreparties composant le portefeuille. Cette analyse s'appuie sur le taux de passage des crédits de la catégorie des créances « saines » vers la catégorie des créances en souffrance permettant ainsi de fournir une estimation des pertes potentielles affectées aux portefeuilles concernés en tenant compte de l'évolution du cycle économique sur la période analysée. Les modifications de valeur de la dépréciation de portefeuille sont enregistrées dans le compte de résultat, dans la rubrique « Coût du risque » dit « base portefeuille ».

Les données historiques et l'analyse susvisée servent de base pour le calcul des provisions collectives (sur la base de portefeuilles) en tenant compte de l'échéancier prévisionnel de récupération des créances ainsi que de l'effet de l'actualisation au taux d'intérêt effectif d'origine moyen du groupe d'actifs homogènes.

CRÉDITS HORS MARCHÉ

Le Groupe BMCI s'est basé sur la circulaire de Bank Al-Maghrib qui fixe les taux planchers pour identifier les crédits hors marché. L'analyse effectuée pour identifier l'existence ou l'absence de crédits émis à des conditions hors marché a permis de conclure que tous les crédits émis par le Groupe BMCI sont octroyés à des conditions normales du marché. Par conséquent, aucune décote n'est à constater.

ACTIFS FINANCIERS : TITRES

Les titres détenus sont classés en quatre catégories.

• Actifs financiers à la valeur de marché par résultat (HFT) :

La catégorie des « Actifs financiers à la valeur de marché par résultat » comprend :

- les actifs financiers faisant l'objet d'opérations de négoce (opérations dites de transaction),
- les actifs financiers évalués, sur option, à la valeur de marché par résultat dès l'origine, conformément à l'option offerte par la norme IAS 39 et les conditions d'application de l'option de juste valeur.

Les titres classés dans cette catégorie sont initialement comptabilisés à leur valeur de marché, les frais de transactions étant directement comptabilisés en compte de résultat.

• Actifs financiers disponibles à la vente (AFS) :

La catégorie des « Actifs financiers disponibles à la vente » comprend les titres à revenu fixe ou à revenu variable qui ne relèvent pas des deux catégories précédentes.

Les titres classés dans cette catégorie sont initialement comptabilisés à leur valeur de marché, frais de transaction inclus lorsque ces derniers sont significatifs.

• Titres détenus jusqu'à leur échéance (HTM) :

La catégorie « titres détenus jusqu'à l'échéance » est ouverte aux titres à revenu fixe ou déterminable que le groupe a l'intention et la capacité de conserver jusqu'à leur échéance.

Le classement dans cette catégorie présente l'obligation impérative de respecter l'interdiction de céder des titres avant leur échéance (sous peine d'entraîner la classification de l'ensemble du portefeuille en actif disponible à la vente et d'interdire l'accès à cette catégorie pendant 2 ans)

Le Groupe BMCI ne détient pas des titres classés dans cette catégorie.

• Titres du portefeuille « Prêts et créances » :

La catégorie « Prêts et créances » est ouverte aux titres à revenu fixe ou déterminable non cotés et non destinés à être cédés et que le groupe a l'intention de conserver durablement.

Sa comptabilisation s'opère au coût amorti.

• Options retenues

Les instruments détenus en portefeuilles (bons de trésor jeunes promoteurs, bons de trésor sociaux économiques, bons CIH) ont été classés dans la catégorie « Prêts et créances ».

• Opérations de pensions et prêts/emprunts de titres

Les titres cédés temporairement dans le cas d'une mise en pension restent comptabilisés au bilan du groupe dans leur portefeuille d'origine. Le passif correspondant est comptabilisé sous la rubrique de « Dettes » appropriée, à l'exception des opérations de pension initiées par les activités de négoce du groupe, pour lesquelles le passif correspondant est comptabilisé parmi les passifs financiers à la juste valeur par résultat.

Les titres acquis temporairement dans le cas d'une prise en pension ne sont pas comptabilisés au bilan du groupe. La créance correspondante est comptabilisée sous la rubrique « Prêts et Créances », à l'exception des opérations de pension initiées par les activités de négoce du Groupe, pour lesquelles la créance correspondante est comptabilisée en « Actifs financiers à la valeur de marché par résultat ».

DÉPRÉCIATION DES ACTIFS FINANCIERS

• Dépréciation des actifs financiers disponibles à la vente :

Les « actifs financiers disponibles à la vente », essentiellement composés de titres, sont dépréciés individuellement par contrepartie du compte de résultat lorsqu'il existe une indication objective de dépréciation durable ou significative résultant d'un ou plusieurs événements intervenus depuis l'acquisition. En particulier, concernant les titres à revenu variable cotés sur un marché actif, une baisse prolongée ou significative du cours en deçà de son coût d'acquisition constitue une indication objective de dépréciation.

Une dépréciation constituée sur un titre à revenu fixe est constatée et peut être reprise en compte de résultat lorsque la valeur de marché du titre s'est à nouveau appréciée du fait d'une cause objective intervenue postérieurement à la dernière dépréciation.

S'agissant d'un titre à revenu variable, la dépréciation est constituée en produit net bancaire sous la rubrique « Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente » et ne peut être reprise en compte de résultat, le cas échéant, qu'à la date de cession du titre. Par ailleurs, toute baisse ultérieure de la valeur de marché constitue une dépréciation comptabilisée en résultat.

DÉPÔTS DE LA CLIENTÈLE :

Les dépôts clientèle sont comptabilisés au coût historique.

CONTRAT DE LOCATION :

Un contrat de location est un accord par lequel le bailleur cède au preneur pour une période déterminée, le droit d'utilisation d'un actif en échange d'un paiement ou d'une série de paiements.

Il y a lieu de distinguer entre :

- Un contrat de location-financement qui est un contrat qui transfère au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété d'un actif.
 - Un contrat de location simple qui est tout contrat de location autre qu'un contrat de location-financement.
- Les contrats de location-financement sont des instruments financiers dont le nominal correspond à la valeur du bien acquis ou loué, diminuée ou majorée des commissions versées ou perçues et de tous les autres frais inhérents à l'opération.

Le taux d'intérêt étant dans ce cas, le taux d'intérêt effectif (TIE) déterminé conformément aux dispositions de l'IAS 39.

Le taux d'intérêt effectif (TIE) est le taux d'actualisation qui permet de rendre égales :

- La valeur actualisée des paiements minimaux à recevoir par le bailleur augmentés de la valeur résiduelle non garantie ;
- et, la valeur d'entrée du bien qui est égale à la juste valeur initiale augmentée des coûts directs initiaux.

Les contrats de leasing accordés par BMCI Leasing sont des contrats de location-financement. Ces contrats ont été retraités au taux d'intérêt effectif (TIE).

PROVISIONS DU PASSIF

Une provision doit être comptabilisée au passif lorsqu'une entité a une obligation actuelle (explicite ou implicite) découlant d'un événement passé.

Quand il est significatif, l'effet de l'actualisation des flux de trésorerie futurs devant être décaissés pour éteindre l'obligation est obligatoirement comptabilisé quand la sortie des ressources dépasse un an.

PASSIFS ÉVENTUELS

Au 30 juin 2015, le Groupe BMCI n'a pas constaté de passifs éventuels.

UTILISATION DES ESTIMATIONS POUR LA PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS

La préparation des états financiers exige des responsables des métiers et des fonctions la formulation d'hypothèses et la réalisation d'estimations pour la détermination des produits et des charges du compte de résultat comme pour l'évaluation des actifs et passifs du bilan et dans l'élaboration des notes relatives aux états financiers.

Les résultats futurs définitifs des opérations pour lesquelles les gestionnaires ont eu recours à des estimations peuvent à l'évidence s'avérer différents de celles-ci et avoir un effet significatif sur les états financiers. C'est le cas notamment :



- Des dépréciations opérées pour couvrir les risques de crédit inhérents aux activités d'intermédiation bancaire,
- De l'usage de modèles internes pour la valorisation des positions sur instruments financiers qui ne sont pas cotés sur des marchés organisés,
- De l'usage de modèles internes basés sur les flux de récupération passés pour le calcul des provisions pour dépréciation des crédits regroupés par classes homogènes de risques»
- Du calcul de la valeur de marché des instruments financiers non cotés classés en « Actifs disponibles à la vente » ou en « Instruments financiers en juste valeur par résultat » à l'actif ou au passif, et plus généralement du calcul des valeurs de marché des instruments financiers pour lesquels cette information doit être portée dans les notes afférentes aux états financiers,
- Des tests de dépréciation effectués sur les actifs incorporels,
- De l'estimation de la valeur résiduelle des actifs faisant l'objet d'opérations de location-financement ou de location simple et plus généralement des actifs amortis déduction faite de leur valeur résiduelle estimée,
- De la détermination des provisions destinées à couvrir les risques de pertes et charges.

AUTRES INFORMATIONS

PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Le périmètre de consolidation est déterminé sur la base de la nature du contrôle exercé (un contrôle exclusif, un contrôle conjoint ou une influence notable) sur les différentes entités dont le Groupe BMCI détient des participations directes ou indirectes.

DÉNOMINATION	SECTEUR D'ACTIVITÉ	MÉTHODE	% CONTRÔLE	% INTÉRÊT
BMCI Bank	Banque	Top		
BMCI Banque Offshore	Banque	IG	100,00%	100,00%
BMCI Leasing	Leasing	IG	86,91%	86,91%
Arval Maroc	Location longue durée	MEE	33,34%	33,34%
BMCI Finance	Banque d'affaire	IG	100,00%	100,00%
BMCI Asset Management (EX BMCI Gestion)	Gestion d'actif	IG	100,00%	100,00%
BMCI Fonds	Gestion d'actif	IG	100,00%	100,00%
BMCI Bourse	Intermédiation boursière	IG	100,00%	100,00%
BMCI Assurance	Courtage d'assurance	IG	100,00%	100,00%
IMMOBILIERE Sidi Maarouf	Société immobilière	IG	100,00%	100,00%

INFORMATION SECTORIELLE

Le Groupe BMCI est organisé autour de quatre pôles d'activité principaux :

- Banque de détail ;
- Banque offshore ;
- Financements spécialisés : BMCI Leasing et ARVAL ;
- Banque de Gestion : gestion d'actifs.

Les transactions entre les pôles d'activité sont conclues à des conditions commerciales de marché. Les informations sectorielles sont présentées en tenant compte des prix de transfert négociés entre les différents secteurs en relation au sein du Groupe BMCI.

Les actifs et passifs sectoriels regroupent l'ensemble des éléments composant le bilan du Groupe. Les actifs sectoriels sont directement déterminés à partir des éléments comptables de chaque pôle d'activité. Les passifs sectoriels sont déterminés par le moyen des fonds propres - normalisés par pôle - utilisés pour l'allocation du capital.

Les fonds propres sont alloués par pôles en fonction des risques encourus, sur la base d'un ensemble de conventions principalement fondées sur la consommation en fonds propres résultant des calculs d'actifs pondérés fixés par la réglementation relative à la solvabilité des établissements de crédit et entreprises d'investissement.

Les résultats par pôles d'activité à fonds propres normalisés sont déterminés en affectant à chacun des pôles le produit des fonds propres qui lui sont ainsi alloués.

GESTION DU CAPITAL RÉGLEMENTAIRE

Le Groupe BMCI est soumis au respect de la réglementation prudentielle prescrite par Bank Al-Maghrib (la banque centrale du Maroc), il s'agit notamment du ratio de solvabilité et de division des risques. Le ratio de solvabilité du Groupe, conformément à la circulaire N° 26/G/2006, est égal au rapport entre les fonds propres prudentiels globaux et les montants pondérés au titre du risque de crédit, de marché et du risque opérationnel. Les fonds propres prudentiels sont déterminés conformément à la circulaire N° 14/G/2013 de Bank Al-Maghrib.

FONCTION ET STRATÉGIE DE GESTION DES RISQUES

Le Groupe BMCI considère la maîtrise des risques auxquels il est exposé comme un corollaire indispensable afin d'assurer la pérennité de ses activités et le développement continu de sa rentabilité.

Aussi, le Groupe BMCI est confronté à une multitude de risques induits par la diversité de ses activités aussi bien au niveau de la banque qu'au niveau de l'ensemble des filiales.

Ainsi, conformément à la réglementation de Bank-Al Maghrib et en s'inspirant des meilleures pratiques internationales (notamment celles de l'actionnaire de référence BNP Paribas), le dispositif de contrôle interne mis en place par le Groupe BMCI répond à la réglementation en vigueur, mais permet aussi de se doter d'un dispositif adéquat en termes de suivi et de maîtrise des risques.

Ce dispositif a plus généralement pour objectif la maîtrise optimale des risques auxquels est exposé le Groupe BMCI. Il doit ainsi être compris comme un outil majeur de pilotage pour l'ensemble des acteurs et un instrument indispensable pour assurer la pérennité du Groupe BMCI.

Chaque évolution concernant le dispositif de contrôle interne est validée par le Directoire et par le Conseil de Surveillance.

Dans le cadre de ce dispositif :

- La Banque est organisée en unités responsables de leur système de contrôle interne. Les responsables définissent, en coordination avec les autres entités de la BMCI, leur dispositif de contrôle interne et veillent à son fonctionnement. Ils ont, chacun à son niveau, le devoir d'un contrôle complet et efficace des activités qui sont placées sous leur responsabilité.
- La pratique de délégation est l'un des principes sur lesquels repose le système de contrôle interne. Elle constitue le système de fonctionnement et de décision fondamental de la Banque, en instituant des relais chargés de mettre en œuvre la politique de la Direction Générale. Ces relais doivent s'assurer de l'application stricte de leurs décisions, en contrôlant leurs délégations.

Le dispositif de contrôle interne de la BMCI couvre les familles de risques suivantes :

- le risque de crédit et de contrepartie ;
- les risques de marché ;
- le risque de taux et de liquidité ;
- les risques opérationnels.

Par ailleurs, une fonction « conformité » a été mise en œuvre dans le cadre du pilier 2 de la réglementation Bâle II. Il s'agit d'une structure indépendante directement rattachée au Directoire, chargée du suivi du risque de non-conformité, lequel est défini comme étant le risque d'exposition à un risque de réputation, de perte financière ou de sanction en raison de l'inobservation des dispositions légales et réglementaires

ou des normes et pratiques en vigueur.

RISQUE DE CRÉDIT OU DE CONTREPARTIE

L'évaluation du risque de crédit résulte de la combinaison de deux paramètres : le risque de défaut de la contrepartie et le risque de perte en cas de défaut de cette contrepartie. Le dispositif de gestion du risque de crédit est fondé sur les deux données suivantes :

- **La Note de Contrepartie**, qui reflète le risque de défaut de la contrepartie : Une Note de Contrepartie, et une seule, est ainsi attribuée à chaque client de la BMCI qui bénéficie d'un crédit, quelque soit la nature de la contrepartie.
- **Le Taux de Récupération Global**, qui reflète, pour chaque crédit accordé, la récupération espérée, en cas de défaut de la contrepartie.

Ces deux données, utilisées à la BMCI depuis plus de cinq ans, sont fondamentales pour suivre, mesurer et gérer de manière fiable le risque de crédit. Elles constituent, en outre, les éléments essentiels à la mise en place de la réglementation Bâle II en méthode avancée.

• Gestion du risque de crédit

La gestion du risque de crédit est appréhendée au niveau de la mise en place des autorisations puis au niveau du suivi et du contrôle des utilisations.

La décision d'octroi ou le renouvellement des crédits obéit au principe du « double regard ». Ainsi, la prise de décision est réalisée conjointement par la ligne de clientèle et la Direction des Risques.

Le processus comprend une analyse complète du dossier réalisée par le site qui propose les concours puis une étude contradictoire réalisée par la filière risque avant présentation du dossier à un comité de crédit ad hoc.

Le contrôle des utilisations comprend plusieurs niveaux définis chacun par une procédure interne :

• **Contrôles de 1^{er} niveau** : Ces contrôles sont effectués par les lignes de clientèles et portent sur des Points de Surveillance Fondamentaux (PSF) qui font l'objet de procédures précises. Ainsi, doivent être effectués selon une périodicité et une méthodologie prédéfinie, des contrôles sur six domaines considérés comme sensibles par la Banque : note de contrepartie, garanties reçues et émises, comptes irréguliers, comptes avec incidents et tenue des dossiers engagements.

• **Contrôles de 2^e niveau** : La Direction des Risques intervient dans le dispositif de contrôle interne en assurant un contrôle de 2^e niveau sur le risque de crédit. La Direction des Risques veille au respect des procédures en matière de gestion du risque de crédit, exerce une surveillance rapprochée de l'utilisation des crédits et assure le suivi de l'évolution du profil de risque de la Banque. D'autres contrôles sont effectués à travers la réalisation d'analyses thématiques, de PSF dédiés et de divers comités de suivi des Risques.

• **Contrôles de 3^e niveau** : Le contrôle périodique, réalisé par l'Inspection Générale, assure une revue régulière de l'ensemble du portefeuille. Ainsi tout, les Groupes d'exploitation sont périodiquement audités et la qualité du portefeuille analysée. Toutefois, en cas de détérioration de la qualité du risque, l'Inspection Générale assure une présence plus rapprochée.

• Gestion du risque de concentration du crédit

Le risque de concentration du crédit est le risque inhérent à une exposition excessive pouvant engendrer des pertes pour la Banque ; les limites sectorielles sont revues périodiquement.

Une analyse trimestrielle est réalisée sur l'évolution de la concentration des engagements afin de prévenir une trop forte exposition sur un segment donné. La mesure et la gestion de ce risque permettent d'appréhender la forme et le niveau du risque de concentration du crédit encouru par type d'exposition (contreparties individuelles ; groupes d'intérêt ; contreparties appartenant au même secteur économique ; contreparties appartenant à la même région géographique ; garants) et de mettre en place des limites pour chaque type d'exposition. Ces limites sont validées et suivies par les instances dirigeantes.

• Risques de Marché :

Le risque de marché se définit comme la vulnérabilité des positions d'un portefeuille de négociation à la variation des paramètres de marché, de la volatilité de ses paramètres et des corrélations entre ces paramètres, autrement dit c'est le niveau de perte pouvant être subi suite au retournement défavorable du marché. Il se subdivise en cinq grandes familles :

- Risque de taux d'intérêt,
- Risque de change,
- Risque sur titre de propriété,
- Risque sur produit de base,
- Risque sur produit dérivé.

L'importance et la complexité relative de ces risques nécessitent la mise en place d'un dispositif de pilotage des risques encourus afin de les maintenir à des niveaux tolérables par rapport aux positions de la Banque et se conformer en même temps aux exigences des normes bâloises.

• Principes fondamentaux :

Dans l'objectif d'encadrement et de maîtrise des risques de marché, la BMCI a mis en place un dispositif de gestion des risques conforme aux normes Baloises et aux standards du groupe BNP PARIBAS. Ce dispositif est basé sur plusieurs principes parmi lesquels :

- Maîtrise et suivi des risques sur les expositions ;
- Développement des activités de marché dans le cadre de comités nouveaux produits avec analyse approfondie des risques engendrés par ces activités ;
- Respect de la réglementation bancaire en matière de gestion prudentielle des risques ;
- Adoption des standards du groupe et des meilleures pratiques en matière de gestion des risques de marché.

La gestion du risque de marché au niveau de la BMCI repose sur des axes fondamentaux, permettant d'assurer un contrôle de qualité et une vision globale du risque sur toutes les activités liées au portefeuille de négociation de la Banque. Ces axes sont de l'ordre de trois :

- Un contrôle de 1^{er} niveau assuré par les opérateurs du Front qui sont tenus au respect des normes internes du Groupe en matière de trading et de prise de position sur les marchés et aussi en termes de déontologie.
- Un contrôle de 2^e niveau matérialisé par le suivi quotidien assuré par la Direction des Risques de Marchés qui veille au respect du dispositif de risque en matière de limites VaR et volume sur les positions de taux, change et liquidité. Des reportings journaliers retraçant les principaux indicateurs de risque sont adressés aux membres du Directoire de la Banque afin de les tenir informés des niveaux de risques et de PnL dégagés par l'activité du trading. En plus d'un suivi fonctionnel par l'entité GRM « Group Risk Management » du Groupe BNP PARIBAS.
- Un suivi fonctionnel de 3^e niveau assuré par l'Audit Interne/Inspection Générale.

Un monitoring du top management est aussi assuré à travers la fixation de limites de trading pour bien suivre et cadrer l'activité :

- Position de change : Limite en VaR, en volume et par sens ;
- Position de taux : Limite en position moyenne par bande d'échéance ;
- Position obligataire : Limite en VaR et en sensibilité par bande d'échéance ;
- Position sur option : Limite sur Grecs (Delta - Gamma - Véga).

Ces limites sont revues annuellement, soit à la hausse soit à la baisse, par la Direction Générale avec possibilité de révision tous les six mois ou à la demande.



La VaR (Value at Risk) GEAR :

La VaR peut être définie comme étant la perte potentielle maximale que peut subir un portefeuille en cas de mouvements normales des paramètres de marché, sur un horizon de temps et pour un niveau de confiance donné. Le Groupe retient un niveau de confiance de 99% et un horizon de temps d'une journée. Les principales groupes de facteurs simulés sont :

- Prix d'actions et leurs volatilités implicites ;
- Taux d'intérêts, Titres / Swaps de taux ;
- Matières premières ;
- Cours de change et leurs volatilités implicites.

Les simulations des facteurs de risque sont calculées en utilisant l'approche Monté Carlo qui capte la non-normalité des paramètres de marché aussi bien que l'interdépendance entre les facteurs de marché.

Gestion du Risque de Change

Le risque de change inhérent à l'activité de trading Book BMCI correspond au risque de variation de juste valeur ou au risque de variation de flux de trésorerie futurs d'un instrument financier suite à l'évolution des cours des devises. Il trouve ses principales sources dans la position de change classique de la Banque et dans les options de change.

Le monitoring de ce risque est fait à travers deux principaux paramètres : Une limite en GEaR « Gross Earning at Risk » (équivalent VaR), des limites en volumes de position de change (Short // Long) et des Limites sur Grecs (Delta – Gamma – Véga) pour les options de change.

Risque de Taux et Risque Obligataire

Le risque de taux correspond au risque de variation de la valeur des positions ou au risque de variation des flux de trésorerie futurs d'un instrument financier du fait de l'évolution des taux d'intérêts sur le marché. Il trouve ses principales sources dans les positions de trésorerie et obligataires.

Le risque de taux à la BMCI est géré à travers des limites de positions moyennes par bande d'échéance et une limite globale en équivalent un an (One Year Equivalent) pour la Trésorerie. Une limite en GEAR et des limites de sensibilité par bande d'échéance dites PV01 pour l'activité Trading Obligataire.

Système de contrôle et suivi des limites

Le suivi des Utilisations / Limites est réalisé quotidiennement à travers des reportings adressés au Top Management de la banque ainsi qu'à toutes les entités concernées. Ces reportings comprennent les positions de change, les positions sur titres et les positions de taux par devise.

Visés en premier lieu par le Directeur des Risques de Marché, ces reportings sont ensuite transmis au Responsable ALM Trésorerie et Capital Markets à la Direction Générale et à la Direction des Risques.

Le dépassement d'une limite en volume nécessite l'accord préalable du Président du Directoire et de la Direction des Risques. En revanche, le dépassement d'une limite en terme de VaR sur une position individuelle, dû par exemple à la dépréciation d'une devise, est toléré.

Stress Test

En parallèle au dispositif de suivi, des stress tests sur les positions de trésorerie sont réalisés mensuellement depuis 2005. Ils sont effectués selon deux approches :

- Une approche « Mark To Market » qui consiste à calculer l'impact d'un mouvement de taux d'intérêt sur le résultat du portefeuille.
- Une approche « Funding » qui consiste à calculer l'impact, sur le résultat de trésorerie, dû à une crise de liquidité. C'est une approche fondée sur le refinancement O/N du Liquidity Gap.

• Risque de taux et de liquidité

La stratégie de gestion du risque global de taux d'intérêt et de liquidité s'articule autour des principaux axes suivants :

- Respecter les ratios réglementaires de liquidité : ratio court terme, ratio de ressources permanentes, réserves Banque Centrale,
- Respecter les ratios de liquidité internes au groupe BNP PARIBAS (LCR, NSFR)
- Assurer la liquidité de la BMCI à court terme, et gérer le GAP de liquidité à long terme
- Eviter les déséquilibres extrêmes en gardant à l'esprit la sauvegarde de la solvabilité, de la capacité d'emprunt de la Banque et de son rating,
- Refinancer la banque commerciale au meilleur coût ;
- Maîtriser les risques financiers,
- Atténuer la variabilité des résultats,
- Limiter le risque de taux au travers du choix de la maturité du portefeuille de Titres, au travers de la maturité des emprunts et en orientant la politique commerciale par la détermination de Taux de Cession Internes adéquat.

L'ALM suit les risques de taux d'intérêt et de liquidité sur 3 périmètres distincts :

- Les risques de taux d'intérêt et de liquidité structurels liés aux opérations clientèles regroupées dans les livres dénommés Book Commercial.
- Les risques de taux d'intérêt et de liquidité structurel liés au Book Fonds Propres.
- Les risques de taux d'intérêt et de liquidité résultant de la somme des sous composantes précédentes.

L'ALM suit et intègre par ailleurs ces risques au niveau du groupe BMCI, intégrant ainsi les principales filiales de financement.

L'ALM suit ces risques de taux d'intérêt et de liquidité pouvant provenir d'une :

- corrélation partielle ou nulle entre les conditions de rémunération clientèle et les conditions de marché (taux réglementés, taux de base...)
- incertitude sur la durée des opérations clientèle (dépôts à vue, comptes d'épargne...)
- existence d'options comportementales sur des produits clientèle longs à taux fixe ou assimilés (remboursements anticipés sur les crédits immobiliers...)

Ces analyses reposent sur l'élaboration des échéanciers reflétant les flux relatifs à une opération à la date de révision de son taux. Si cette dernière opération est à taux fixe, les flux sont positionnés à leur date d'échéance.

Pour les opérations ne disposant pas d'échéances contractuelles (ex : dépôts à vue, fonds propres...), elles sont « écoulées » selon des conventions d'échéancement induites des résultats des études statistiques réalisées sur ces postes.

Des limites d'impasse de taux (ressources taux fixe - emplois taux fixe) et de liquidité sont définies par bande d'échéance pour chaque book.

Des analyses de sensibilité sont également effectuées afin de mesurer la stabilité du PNB (produit net bancaire) par rapport à un choc de taux de 100 à 200 bp.

Par ailleurs, les impasses de liquidité à un an sont également encadrées par une limite fixée en interne. Un plan de gestion de crise selon plusieurs scénarios est établi afin de prévenir tout risque d'illiquidité. Ce plan est déclenché, soit par des indicateurs internes propres à la banque (liés à son niveau de liquidité et son accès au marché), soit par des indicateurs externes provenant de conditions de marché, des interventions des autorités monétaires (office des changes et BAM), des évolutions effectives ou probables de la loi ainsi que des anticipations sur les conditions de liquidité et de financement de la banque et de ses concurrents.

Périodiquement, un comité ALCO regroupant les membres du Directoire se tient afin de contrôler :

- le niveau d'exposition du groupe en termes de risque de taux et de liquidité
- le respect des limites mises en place pour encadrer ces risques
- la réorientation de la stratégie de la Banque en matière de gestion du bilan en fonction de son profil de

risque ainsi que de l'évolution du marché.

- le respect des exigences réglementaires dans le cadre des recommandations du pilier II de Bâle II.

• Risques opérationnels

Bank Al Maghrib définit le risque opérationnel comme étant « un risque de pertes résultant de carences ou de défaillances attribuables à des procédures, personnels et systèmes internes ou à des événements extérieurs ». Cette définition inclut le risque juridique, mais exclut les risques stratégiques et de réputation.

Bénéficiant, depuis plusieurs années, des meilleures pratiques de l'actionnaire de référence le Groupe BNP Paribas, le dispositif de gestion des risques opérationnels du Groupe BMCI a atteint aujourd'hui un niveau de maturité significatif.

Les choix et orientations adoptés par le Groupe BMCI depuis l'exercice 2004 pour la gestion des risques opérationnels répondent aux circulaires et directives de Bank Al Maghrib en la matière.

APPLICATION DE LA RÉGLEMENTATION BÂLE II

Le nouveau dispositif Bâle II est entré en vigueur au Maroc en janvier 2007 pour les approches standards de calcul des exigences en fonds propres au titre des risques de crédit, de marché et opérationnels.

Dès la publication de ces textes par le régulateur, la banque a engagé un large chantier induisant la mobilisation significative des équipes et ce afin d'être conforme à la réglementation Bâle II sur les méthodes standard. Ces travaux ont amené à la mise en place d'un dispositif de calcul du ratio de solvabilité en méthode standard. Il permet d'aboutir aux exigences réglementaires au titre du risque de crédit, de marché et opérationnel. Le régulateur a édicté les textes relatifs au pilier II « Dispositif de surveillance des risques et l'adéquation des fonds propres internes » ainsi que le Pilier III « Dispositif sur la discipline de marché ». Par ailleurs, l'analyse des textes réglementaires relatifs au Pilier II a permis à la BMCI de structurer des chantiers complémentaires avec pour objectif l'alignement à la réglementation et l'adoption des meilleures pratiques en matière de gestion des risques.

Courant l'année 2013, la BMCI a mis en place un dispositif de maîtrise du risque portant sur le périmètre de la clientèle des particuliers et professionnels en déployant la notation Retail automatisée ; la particularité NEGCOM et le déclassement en défaut automatique.

La notation automatique Retail/Déclassement concerne tous les clients particuliers et professionnels et se base sur les caractéristiques intrinsèques ainsi que sur l'historique de leur relation avec la BMCI (flux confiés, solde, ancienneté de la relation, irrégularités...etc.). La note de contrepartie est mise à jour chaque huitième jour du mois via un traitement automatique. Il s'agit donc de mesurer à partir d'une approche multicritère standard et systématique le niveau de risque d'un client.

La première notation automatique a été déployée le 08/10/2013 et les travaux de stabilisation du modèle y afférant se sont poursuivis sur 2014.

En attendant, le suivi du risque de la clientèle Retail continue à s'appuyer sur la notation existante.

• Organisation et Gestion des risques:

Risque de crédit :

La BMCI a mis en place en conformité avec les directives de Bank Al Maghrib relatives au Pilier II de Bâle II, un dispositif de mesure, de maîtrise et de surveillance des risques adapté à la nature, au volume et au degré de complexité de ses activités. Ce dispositif qui transpose par ailleurs les normes du Groupe BNP Paribas, lui permet notamment :

- d'évaluer et de maîtriser l'ensemble des risques auxquels elle est exposée ;
- de maintenir l'exposition aux différents risques dans les limites globales arrêtées par la réglementation en vigueur et / ou fixées par le Directoire et approuvées par le Conseil de Surveillance.
- d'évaluer et conserver en permanence les niveaux et les catégories des fonds propres ainsi que leur allocation compte tenu de la nature et du niveau des risques auxquels la BMCI pourrait être exposée.

Risques de marché

Dans le cadre des dispositions Bâle 2 en matière de fonds propres et de répartition des risques, la BMCI applique la méthode standard pour le calcul des exigences en fonds propres au titre des risques de marché.

L'effet de l'exigence en fonds propres au titre des risques de marché n'est pas important puisqu'elle ne représente que 1% du total des exigences de tous les risques.

Risques opérationnels

Depuis plusieurs années, la BMCI a mis en place un dispositif en vue de se conformer aux exigences Bâle 2.

La gouvernance de la gestion des risques opérationnels pour le Groupe BMCI s'appuie sur :

- des comités réguliers où l'État Major de la Banque traite des sujets de risques opérationnels et exploite les informations pour une meilleure maîtrise de ces risques (Comité de Coordination du Contrôle Interne, Comité de la Conformité, Comité d'Audit).
- une structure dédiée à la gestion du Risque Opérationnel créée en 2004, et rattachée à la Direction de la Conformité depuis avril 2008.
- une politique générale de gestion du Risque Opérationnel approuvée par le Conseil de Surveillance de la Banque et un référentiel de procédures complet et mis à jour.
- un outil de gestion du risque opérationnel dédié, commun à l'ensemble des filiales du Groupe BNP Paribas, avec une historisation des incidents historiques et des incidents potentiels de risque opérationnel.

Le Groupe BMCI a mis en place un système d'identification et d'évaluation des risques opérationnels, basé sur :

- l'élaboration de cartographies des processus et des risques couvrant l'ensemble des activités du Groupe BMCI.
- un dispositif de collecte des incidents historiques de risques opérationnels impliquant l'ensemble des entités opérationnelles, complété par un processus d'attestation périodique de la fiabilité et de l'exhaustivité des données.

• l'identification et l'analyse qualitative et quantitative des incidents potentiels de risques opérationnels. Cette démarche permet de mettre à la disposition du management de la Banque et des entités opérationnelles une quantification des risques majeurs, pour un pilotage optimal des expositions en terme de risques opérationnels.

Par ailleurs, la maîtrise et l'atténuation des risques opérationnels s'opère notamment à travers :

- la maîtrise des risques extrêmes basée sur le dispositif de continuité d'activité qui a atteint un niveau de maturité global satisfaisant.
- des actions préventives et correctives mises en place suite aux incidents historiques significatifs constatés. A ce titre, le dispositif de contrôle permanent a atteint un niveau de maturité certain avec une couverture optimale du périmètre par la Direction du Contrôle Permanent Groupe, l'utilisation d'outils ayant permis l'industrialisation des contrôles et l'amélioration de leur qualité et la mise en place d'actions préventives et correctives permettant de couvrir les risques majeurs.
- un processus de validation des produits, activités et organisations nouvelles (PAON) et des Transactions Exceptionnelles, mettant en exergue les risques associés et les conditions de mise en œuvre ainsi que les règles de contrôle appropriées.
- un dispositif de maîtrise des activités externalisées essentielles.
- des actions de sensibilisation sur les sujets de Risque Opérationnel menées auprès des entités opérationnelles.



BILAN ACTIF IFRS	En milliers de DH	
	30/06/15	31/12/14
VALEURS EN CAISSE, BANQUES CENTRALES, TRÉSOR PUBLIC, SERVICE DES CHÈQUES POSTAUX	1 359 862	1 868 611
ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT	408 639	356 136
INSTRUMENTS DÉRIVÉS DE COUVERTURE		
ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE	7 337 659	7 954 604
PRÊTS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS	2 186 370	1 964 679
PRÊTS ET CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE	50 349 196	51 208 710
ECART DE RÉÉVALUATION ACTIF DES PORTEFEUILLES COUVERTS EN TAUX		
PLACEMENTS DÉTENUS JUSQU'À LEUR ÉCHÉANCE		
ACTIFS D'IMPÔT EXIGIBLE	190 836	55 020
ACTIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ	84 145	82 151
COMPTES DE RÉGULARISATION ET AUTRES ACTIFS	547 620	625 971
ACTIFS NON COURANTS DESTINÉS À ÊTRE CÉDÉS		
PARTICIPATIONS DANS DES ENTREPRISES MISES EN ÉQUIVALENCE	15 796	13 475
IMMEUBLES DE PLACEMENT	23 297	23 907
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 748 346	1 740 010
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	294 418	293 693
ECARTS D'ACQUISITION	87 720	87 720
TOTAL ACTIF IFRS	64 633 903	66 274 687

BILAN PASSIF IFRS	En milliers de DH	
	30/06/15	31/12/14
BANQUES CENTRALES, TRÉSOR PUBLIC, SERVICE DES CHÈQUES POSTAUX		
PASSIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT	65 528	56 870
INSTRUMENTS DÉRIVÉS DE COUVERTURE		
DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS	6 108 023	5 934 607
DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE	42 314 532	43 290 818
TITRES DE CRÉANCE ÉMIS	4 569 412	5 342 075
ECART DE RÉÉVALUATION PASSIF DES PORTEFEUILLES COUVERTS EN TAUX		
PASSIFS D'IMPÔT COURANT	95 240	4 901
PASSIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ	255 094	215 356
COMPTES DE RÉGULARISATION ET AUTRES PASSIFS	1 855 582	1 873 654
DETTES LIÉES AUX ACTIFS NON COURANTS DESTINÉS À ÊTRE CÉDÉS		
PROVISIONS TECHNIQUES DES CONTRATS D'ASSURANCE		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	238 398	258 443
SUBVENTIONS, FONDS PUBLICS AFFECTÉS ET FONDS SPÉCIAUX DE GARANTIE		
DETTES SUBORDONNÉES	774 739	754 478
CAPITAL ET RÉSERVES LIÉES	4 595 698	4 595 692
RÉSERVES CONSOLIDÉES	3 448 770	3 477 990
- Part du groupe	3 412 297	3 439 077
- Part des minoritaires	36 473	38 913
GAINS OU PERTES LATENTS OU DIFFÉRÉS, PART DU GROUPE	91 436	104 532
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	221 452	365 271
- Part du groupe	221 145	364 361
- Part des minoritaires	307	910
TOTAL PASSIF IFRS	64 633 903	66 274 687
CAPITAUX PROPRES	8 357 356	8 543 485
. Part du groupe	8 320 576	8 503 662
. Part des intérêts minoritaires	36 780	39 824

COMPTE DE RÉSULTATS IFRS CONSOLIDÉS	En milliers de DH	
	30/06/15	30/06/14
Intérêts et produits assimilés	1 614 836	1 780 589
Intérêts et charges assimilés	345 321	503 757
MARGE D'INTERÊT	1 269 515	1 276 831
Commissions perçues	266 714	243 305
Commissions servies	28 989	25 692
MARGE SUR COMMISSIONS	237 725	217 613
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	105 088	115 514
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	13 207	32 091
RÉSULTAT DES ACTIVITÉS DE MARCHÉ	118 295	147 605
Produits des autres activités	24 625	27 254
Charges des autres activités	50 873	49 967
PRODUIT NET BANCAIRE	1 599 287	1 619 336
Charges générales d'exploitation	667 638	661 007
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	93 550	87 379
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION	838 099	870 950
Coût du risque	484 167	399 250
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	353 932	471 701
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	4 974	4 913
Gains ou pertes nets sur autres actifs	-	-
Variations de valeurs des écarts d'acquisition		
RÉSULTAT AVANT IMPÔTS	358 906	476 614
Impôts sur les bénéfices	137 455	219 545
RÉSULTAT NET	221 452	257 068
Résultat hors groupe	307	292
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	221 145	256 776
Résultat par action (en dirham)	17	19
Résultat dilué par action (en dirham)		

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE	En milliers de DH	
	30/06/15	30/06/14
RÉSULTAT AVANT IMPÔTS	358 906	476 614
+/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	93 550	87 379
+/- Dotations nettes pour dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	-	-
+/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs financiers	484 257	399 489
+/- Dotations nettes aux provisions	-20 046	16 365
+/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	4 974	4 913
+/- Perte nette/(gain net) des activités d'investissement	-	-
+/- Perte nette/(gain net) des activités de financement	-	-
+/- Autres mouvements	16 541	-50 977
TOTAL DES ÉLÉMENTS NON MONÉTAIRES INCLUS	579 276	457 169
DANS LE RÉSULTAT NET AVANT IMPÔTS ET DES AUTRES AJUSTEMENTS	579 276	457 169
+/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit et assimilés	495 586	4 248 878
+/- Flux liés aux opérations avec la clientèle	-583 834	-5 246 910
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	-220 350	-1 135 480
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	60 280	230 633
- Impôts versés	-137 496	-136 144
DIMINUTION/(AUGMENTATION) NETTE DES ACTIFS ET DES PASSIFS	-385 815	-2 039 023
PROVENANT DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	552 368	-1 105 241
FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ OPÉRATIONNELLE	552 368	-1 105 241
+/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations	-7 295	-7 042
+/- Flux liés aux immeubles de placement	610	610
+/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	-102 611	-111 792
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT	-109 296	-118 224
+/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	-405 525	-405 525
+/- Autres flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	20 261	21 607
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT	-385 264	-383 918
EFFET DE LA VARIATION DES TAUX DE CHANGE	57 807	-1 607 383
SUR LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENT DE TRÉSORERIE	57 807	-1 607 383
AUGMENTATION/(DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE	57 807	-1 607 383
ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	57 807	-1 607 383
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À L'OUVERTURE	2 718 235	2 531 922
Caisse, Banques centrales, CCP (actif & passif)	1 868 611	2 713 479
Comptes (actif & passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	849 624	-181 557
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA CLÔTURE	2 776 042	924 539
Caisse, Banques centrales, CCP (actif & passif)	1 359 862	1 979 099
Comptes (actif & passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	1 416 180	-1 054 560
VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE	57 807	-1 607 383



TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

	En milliers de DH							
	CAPITAL	RÉSERVES LIÉES AU CAPITAL	ACTIONS PROPRES	RÉSERVES ET RÉSULTATS CONSOLIDÉS	GAINS OU PERTES LATENTS OU DIFFÉRÉS	CAPITAUX PROPRES PART GROUPE	INTÉRÊTS MINORITAIRES	TOTAL
CAPITAUX PROPRES CLÔTURE AU 31 DÉCEMBRE 2013	1 281 701	3 313 947		3 835 997	22 632	8 454 278	38 738	8 493 016
Changements de méthodes comptables								
CAPITAUX PROPRES CLÔTURE AU 31 DÉCEMBRE 2013 CORRIGÉS	1 281 701	3 313 947		3 835 997	22 632	8 454 278	38 738	8 493 016
Opérations sur capital	44					44		44
Paiements fondés sur des actions								
Opérations sur actions propres								
Dividendes				-398 365		-398 365	-3 351	-401 716
Autres				-2 149		-2 149	3 526	1 377
RÉSULTAT AU 31 DÉCEMBRE 2014				364 361		364 361	910	365 271
Immobilisations corporelles et incorporelles : Réévaluations et cessions					81 900	81 900		81 900
Instruments financiers : variations de juste valeur et transferts en résultat				3 593		3 593		3 593
Ecarts de conversion : variations et transferts en résultat								
GAINS OU PERTES LATENTS OU DIFFÉRÉS				3 593	81 900	85 493		85 493
Variations de périmètre								
Capitaux propres clôture au 31 décembre 2014	1 281 745	3 313 947		3 803 437	104 532	8 503 661	39 823	8 543 485
Changements de méthodes comptables								
CAPITAUX PROPRES CLÔTURE AU 31 DÉCEMBRE 2014 CORRIGÉS	1 281 745	3 313 947		3 803 437	104 532	8 503 661	39 823	8 543 485
Opérations sur capital								
Paiements fondés sur des actions								
Opérations sur actions propres								
Dividendes				-398 378		-398 378	-3 351	-401 729
Autres		6		2 216		2 222		2 222
RÉSULTAT AU 30 JUIN 2015				221 145		221 145	307	221 452
Immobilisations corporelles et incorporelles : Réévaluations et cessions								
Instruments financiers : variations de juste valeur et transferts en résultat					-13 096	-13 096		-13 096
Ecarts de conversion : variations et transferts en résultat				5 023		5 023		5 023
GAINS OU PERTES LATENTS OU DIFFÉRÉS				5 023	-13 096	-8 073		-8 073
Variations de périmètre								
CAPITAUX PROPRES CLÔTURE AU 30 JUIN 2015	1 281 745	3 313 953		3 633 443	91 436	8 320 578	36 779	8 357 356

ETAT DU RÉSULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

	En milliers de DH	
	30/06/15	30/06/14
RÉSULTAT NET	221 452	257 068
Écart de conversion		
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente	91 602	88 636
Réévaluation des instruments dérivés de couverture		
Réévaluation des immobilisations		
Écarts actuariels sur les régimes à prestations définies	-167	1 835
Quote part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		
TOTAL DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	91 435	90 470
RÉSULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	312 887	347 539
Part du groupe	312 580	347 247
Part des minoritaires	307	292

ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE

	En milliers de DH	
	30/06/15	31/12/14
TITRES ÉVALUÉS À LA JUSTE VALEUR	7 337 658	7 954 604
EFFETS PUBLICS ET VALEURS ASSIMILÉS	6 794 021	6 921 009
OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES À REVENU FIXE	337 492	866 179
• Titres cotés	-	-
• Titres non cotés	337 492	866 179
ACTIONS ET AUTRES TITRES À REVENU VARIABLE	88 496	61 959
• Titres cotés	9 272	9 962
• Titres non cotés	79 224	51 997
TITRES DE PARTICIPATIONS NON CONSOLIDÉS	117 650	105 457
TOTAL DES TITRES DISPONIBLE À LA VENTE	7 337 658	7 954 604

GAINS ET PERTES LATENTS SUR ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE

	En milliers de DH					
	30/06/15			31/12/14		
	JUSTE VALEUR	GAINS LATENTS	PERTES LATENTES	JUSTE VALEUR	GAINS LATENTS	PERTES LATENTES
Effets publics et valeurs assimilées	6 706 460	96 040	-	6 783 900	117 398	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	336 834	190	2 286	861 874	331	2 286
Actions et autres titres à revenu variable	88 286	3 866	-	60 746	4 785	-
Titres de participation non consolidés	117 650	47 686	-	105 457	45 953	-
Créances disponibles à la vente	-	-	-	-	-	-
Créances rattachées	88 409	-	-	142 626	-	-
VALEUR AU BILAN DES ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE	7 337 638	147 782	2 286	7 954 604	168 467	2 286
Total gains et pertes latents	-	147 782	2 286	-	168 467	2 286
Impôts différés	-	54 580	686	-	62 202	686
Gains et pertes latents sur actifs financiers disponible à la vente nets	-	93 202	1 600	-	106 265	1 600
GAINS ET PERTES LATENTS SUR ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE NETS PART GROUPE		93 202	1 600		106 265	1 600

RÉPARTITION DES INSTRUMENTS FINANCIERS PAR NATURE DE PRIX DE MARCHÉ OU DE MODÈLE UTILISÉ POUR LA VALORISATION

	En milliers de DH							
	30/06/15				31/12/14			
	PRIX DE MARCHÉ	MODÈLE AVEC PARAMÈTRES OBSERVABLES	MODÈLE AVEC PARAMÈTRES NON OBSERVABLES	TOTAL	PRIX DE MARCHÉ	MODÈLE AVEC PARAMÈTRES OBSERVABLES	MODÈLE AVEC PARAMÈTRES NON OBSERVABLES	TOTAL
ACTIFS FINANCIERS								
Instruments Financiers en valeur de marché par résultat détenus à des fins de transaction	408 639			408 639	356 136			356 136
Instruments Financiers en valeur de marché par résultat sur option								
PASSIFS FINANCIERS								
Instruments Financiers en valeur de marché par résultat détenus à des fins de transaction	65 528			65 528	56 870			56 870
Instruments Financiers en valeur de marché par résultat sur option								

IMMEUBLES DE PLACEMENT

	En milliers de DH						
	31/12/14	VARIATION PÉRIMÈTRE	ACQUISITIONS	CESSIONS ET ÉCHÉANCES	ÉCART DE CONVERSION	AUTRES MOUVEMENTS	30/06/15
Valeur brute	32 337		-				32 337
Amortissements et provisions	8 430					610	9 040
VALEUR NETTE AU BILAN	23 907	-	-	-	-	-610	23 297



IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

En milliers de DH

	31/12/14			30/06/15		
	VALEUR BRUTE	CUMUL DES AMORTISSEMENTS ET PERTES DE VALEUR	VALEUR NETTE	VALEUR BRUTE	CUMUL DES AMORTISSEMENTS ET PERTES DE VALEUR	VALEUR NETTE
Terrains et constructions	1 617 510	382 488	1 235 022	1 700 585	405 333	1 295 252
Equip. Mobilier, installation	442 426	315 129	127 297	468 481	331 482	136 999
Biens mobiliers donnés en location						
Autres immobilisations	767 300	389 609	377 691	730 596	414 501	316 095
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 827 236	1 087 226	1 740 010	2 899 662	1 151 316	1 748 346
Logiciels informatiques acquis	399 494	254 723	144 771	422 762	277 265	145 497
Logiciels informatiques produits par l'entreprise						
Autres immobilisations incorporelles	151 589	2 667	148 922	151 589	2 668	148 921
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	551 083	257 390	293 693	574 351	279 933	294 418

ECARTS D'ACQUISITIONS

En milliers de DH

	31/12/14	VARIATION PÉRIMÈTRE	ECART DE CONVERSION	AUTRES MOUVEMENTS	30/06/15
Valeur brute	87 720				87 720
Cumul des pertes de valeurs					
VALEUR NETTE AU BILAN	87 720				87 720

PRÊTS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

En milliers de DH

	30/06/15	31/12/14
ETABLISSEMENTS DE CRÉDITS	2 186 370	1 964 679
Comptes et prêts	2 121 734	1 861 854
Valeurs reçues en pension	-	-
Prêts subordonnés	-	-
Autres prêts et créances	57 216	87 209
TOTAL EN PRINCIPAL	2 178 950	1 949 063
Créances rattachées	7 420	15 616
Provisions	-	-
VALEUR NETTE	2 186 370	1 964 679
OPÉRATIONS INTERNES AU GROUPE	3 281 934	2 971 958
Comptes ordinaires	655 795	753 673
Comptes et avances à terme	2 599 424	2 191 570
Prêts subordonnés	-	-
Créances rattachées	26 715	26 715

PRÊTS ET CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE

En milliers de DH

	30/06/15	31/12/14
OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE	46 844 136	47 943 611
Créances commerciales	7 313 403	8 420 494
Autres concours à la clientèle	36 891 206	36 022 173
Valeurs reçues en pension	70 031	-
Comptes ordinaires débiteurs	6 873 655	7 554 910
TOTAL EN PRINCIPAL	51 148 295	51 997 577
Créances rattachées	123 123	108 257
Provisions	4 427 282	4 162 223
VALEUR NETTE	46 844 136	47 943 611
OPÉRATIONS DE CRÉDIT BAIL	3 505 060	3 265 099
Crédit-bail immobilier	1 257 578	1 252 670
Crédit-bail mobilier, LOA et opérations assimilées	2 045 022	1 847 331
TOTAL EN PRINCIPAL	3 302 600	3 100 001
Créances rattachées	506 971	456 970
Provisions	304 511	291 872
VALEUR NETTE	3 505 060	3 265 099

TOTAL 50 349 196 51 208 710

DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

En milliers de DH

	30/06/15	31/12/14
ETABLISSEMENTS DE CRÉDITS	6 108 023	5 934 607
Comptes et emprunts	3 882 029	5 897 650
Valeurs données en pension	2 210 021	-
TOTAL EN PRINCIPAL	6 092 050	5 897 650
Dettes rattachées	15 973	36 957
VALEUR AU BILAN	6 108 023	5 934 607
OPÉRATIONS INTERNES AU GROUPE	3 367 153	3 044 575
Comptes ordinaires créditeurs	710 210	697 170
Comptes et avances à terme	2 630 254	2 320 690
Dettes rattachées	26 689	26 715

DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE

En milliers de DH

	30/06/15	31/12/14
Comptes ordinaires créditeurs	27 778 561	29 162 567
Comptes d'épargne	8 230 745	8 046 530
Autres dettes envers la clientèle	6 129 759	6 015 910
Valeurs données en pension	120 030	-
TOTAL EN PRINCIPAL	42 259 095	43 225 007
Dettes rattachées	55 437	65 811

VALEUR AU BILAN 42 314 532 43 290 818

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

En milliers de DH

	SOLDE AU		VARIATION		REPRISES		REPRISES		AUTRES		SOLDE AU
	31/12/14	30/06/15	DE PÉRIMÈTRE	DOTATIONS	UTILISÉES	NON UTILISÉES	VARIATIONS	30/06/15			
Provision pour risques d'exécution des engagements par signature	29 868				5 278						24 590
Provision pour engagements sociaux	81 748			8 162	8 117				61		81 854
Provision pour litige et garanties de passif	60 314										60 314
Provision pour risques fiscaux											
Provision pour impôts											
Autres provisions pour risques et charges	86 513			12 512	27 385						71 640
TOTAL	258 443			20 674	40 780				61		238 398

MARGE D'INTÉRÊT

En milliers de DH

	30/06/15			30/06/14		
	PRODUITS	CHARGES	NET	PRODUITS	CHARGES	NET
OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE	1 410 766	195 638	1 215 128	1 555 108	294 673	1 260 435
Comptes et prêts / emprunts	1 286 912	171 643	1 115 269	1 416 587	269 974	1 146 613
Opérations de pensions	139	8 114	-7 975	705	3 858	-3 153
Opérations de location-financement	123 715	15 881	107 834	137 816	20 841	116 975
OPÉRATIONS INTERBANCAIRES	61 489	51 358	10 131	39 251	39 308	-57
Comptes et prêts / emprunts	61 489	24 538	36 951	39 165	29 408	9 757
Opérations de pensions		26 820	-26 820	86	9 900	-9 814
EMPRUNTS ÉMIS PAR LE GROUPE	3 939	98 325	-94 386	169 776	-169 776	
ACTIFS DISPONIBLES À LA VENTE	138 642	138 642	186 230	186 230		
TOTAL DES PRODUITS ET CHARGES D'INTÉRÊTS OU ASSIMILÉS	1 614 836	345 321	1 269 515	1 780 589	503 757	1 276 832

COMMISSIONS NETTES

En milliers de DH

	30/06/15			30/06/14		
	PRODUITS	CHARGES	NET	PRODUITS	CHARGES	NET
COMMISSIONS NETTES SUR OPÉRATIONS	52 807	28 959	23 848	54 465	25 251	29 214
avec les établissements de crédit	-	1	-1	-	672	-672
avec la clientèle	42 701	28 692	14 009	44 789	24 267	20 522
sur titres	7 777	266	7 511	7 971	312	7 659
de change	2 147	-	2 147	1 545	-	1 545
sur instruments financiers à terme et autres opérations hors bilan	182	-	182	160	-	160
PRESTATION DE SERVICES BANCAIRES ET FINANCIERS	213 907	30	213 877	188 840	441	188 399
Produits nets de gestion d'OPCVM	29 298	30	29 268	22 422	44	22 378
Produits nets sur moyen de paiement	64 546	-	64 546	61 662	-	61 662
Assurance	34 646	-	34 646	31 528	397	31 131
Autres	85 417	-	85 417	73 228	-	73 228
PRODUITS NETS DE COMMISSIONS	266 714	28 989	237 725	243 305	25 692	217 613



COÛT DU RISQUE		En milliers de DH	
	30/06/15	30/06/14	
DOTATIONS AUX PROVISIONS	-601 145	-441 205	
Provisions pour dépréciation des prêts et créances	-562 403	-420 757	
Provisions pour dépréciation des titres détenus jusqu'à l'échéance (hors risque de taux)			
Provisions engagements par signature			
Autres provisions pour risques et charges	-38 742	-20 448	
REPRISES DE PROVISIONS	316 787	45 285	
Reprises de provisions pour dépréciation des prêts et créances	284 686	42 687	
Reprises de provisions pour dépréciation des titres détenus jusqu'à l'échéance (hors risque de taux)			
Reprises de provisions engagements par signature	5 278		
Reprise des autres provisions pour risques et charges	26 823	2 598	
VARIATION DES PROVISIONS	-199 809	-3 330	
Pertes pour risque de contrepartie des actifs financiers disponibles à la vente (titres à revenus fixes)			
Pertes pour risque de contrepartie des actifs détenus jusqu'à l'échéance			
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non provisionnées	-4 742	-1 941	
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables provisionnées	-199 707	-1 389	
Décote sur les crédits restructurés			
Récupérations sur prêts et créances amorties	4 640		
Pertes sur engagement par signature			
Autres pertes			

COÛT DU RISQUE		En milliers de DH	
	30/06/15	30/06/14	
	-484 167	-399 250	

RELATION ENTRE LES SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES DU GROUPE AU 30/06/2015				En milliers de DH	
ENTREPRISES CONSOLIDÉES PAR :	INTEGRATION	MISE EN	INTÉGRATION		
	PROPORTIONNELLE	EQUIVALENCE	GLOBALE		
ACTIF					
PRÊTS, AVANCES ET TITRES		3 390	3 493 108		
Comptes ordinaires		3390	113 607		
Prêts			3 266 091		
Titres			113 410		
Opération de location financement					
ACTIF DIVERS			22 861		
TOTAL			3 515 969		
PASSIF					
Dépôts		619 500	113 607		
Comptes ordinaires			113 607		
Autres emprunts		619 500			
DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE			113 410		
PASSIF DIVERS			3 288 945		
TOTAL		619 500	3 515 962		
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE					
ENGAGEMENTS DONNÉS			3 356 736		
ENGAGEMENTS RECUS			-		3 356 736

ELÉMENTS DE RÉSULTAT RELATIFS AUX OPÉRATIONS RÉALISÉES AVEC LES PARTIES LIÉES AU 30/06/2015				En milliers de DH	
ENTREPRISES CONSOLIDÉES PAR :	INTEGRATION	MISE EN	INTÉGRATION		
	PROPORTIONNELLE	EQUIVALENCE	GLOBALE		
INTÉRÊTS ET PRODUITS ASSIMILÉS			79 512		
INTÉRÊTS ET CHARGES ASSIMILÉES		15 393	79 563		
COMMISSIONS (PRODUITS)			20 692		
COMMISSIONS (CHARGES)			12 040		
PRESTATIONS DE SERVICES DONNÉES					
PRESTATIONS DE SERVICES REÇUES		1 267	11 015		
LOYERS REÇUS			-		2 121

INFORMATION PAR PÔLE D'ACTIVITÉ - BILAN AU 30/06/2015							En milliers de DH	
	BANQUE DE DÉTAIL	SOCIÉTÉS DE FINANCEMENT SPÉCIALISÉES	BANQUE OFFSHORE	SOCIÉTÉ DE GESTION D'ACTIFS	AUTRES	TOTAL		
TOTAL BILAN	56 399 273	3 312 054	4 726 529	50 138	145 909	64 633 903		
dont								
ELÉMENTS D'ACTIF								
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	408 638					408 638		
Actifs disponibles à la vente	7 114 989		141 818	36 520	44 332	7 337 659		
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés	1 972 344	1 760	212 266			2 186 370		
Prêts et créances sur la clientèle	42 842 329	3 181 047	4 309 890	6 327	9 602	50 349 196		
Immobilisations corporelles	1 688 131	226	7 909	1 138	50 942	1 748 346		
ELÉMENTS DU PASSIF								
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	2 616 344	7 117	3 484 563			6 108 024		
Dettes envers la clientèle	41 883 600	5 132	425 800			42 314 532		
Provisions techniques des contrats d'assurance								
Dettes subordonnées	774 739					774 739		
Capitaux propres	8 120 561	225 279	51 431	18 320	-58 236	8 357 356		

RÉSULTAT PAR SECTEUR OPÉRATIONNEL - COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES AU 30/06/2015								En milliers de DH	
	BANQUE DE DÉTAIL	SOCIÉTÉS DE FINANCEMENT SPÉCIALISÉES	BANQUE OFFSHORE	SOCIÉTÉ DE GESTION D'ACTIFS	AUTRES	ÉLIMINATIONS	TOTAL		
MARGE D'INTÉRÊT	1 197 596	39 356	28 466	-28	-4 030	8 155	1 269 515		
MARGE SUR COMMISSIONS	201 733	-225	3 217	17 280	24 371	-8 651	237 725		
PRODUIT NET BANCAIRE	1 593 350	39 147	32 249	17 591	25 794	-108 844	1 599 287		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	647 031	15 424	2 691	7 206	6 316	-11 030	667 638		
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	387 354	7 728	29 842	9 594	17 054	-97 641	353 932		
RÉSULTAT NET	278 164	7 546	19 127	6 681	10 836	-100 901	221 452		
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	278 000	7 403	19 127	6 681	10 836	-100 901	221 145		



ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT

En milliers de DH

	30/06/15		31/12/14	
	ACTIFS FINANCIERS DÉTENUS À DES FINS DE TRANSACTION	ACTIFS FINANCIERS À LA JV PAR RÉSULTAT SUR OPTION	ACTIFS FINANCIERS DÉTENUS À DES FINS DE TRANSACTION	ACTIFS FINANCIERS À LA JV PAR RÉSULTAT SUR OPTION
Créances sur les établissements de crédit				
Créances sur la clientèle				
Actifs représentatifs de contrats en unités de comptes				
Valeur reçus en pension				
Effets publics et valeurs assimilées				
OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES À REVENU FIXE	337 278		324 129	
• Titres cotés				
• Titres non cotés	337 278	-	324 129	-
ACTIONS ET AUTRES TITRES À REVENU VARIABLE				
• Titres cotés				
• Titres non cotés				
Instruments dérivés	71 360		32 007	
Créances rattachées				
JUSTE VALEUR AU BILAN	408 638	-	356 136	-

PASSIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT

En milliers de DH

	30/06/15	31/12/14
Valeurs données en pension		
Instruments dérivés	65 528	56 870
JUSTE VALEUR AU BILAN	65 528	56 870

DÉRIVÉS DÉTENUS À DES FINS DE TRANSACTION

En milliers de DH

PAR TYPE DE RISQUE 30/06/2015	VALEUR COMPTABLE		MONTANT NOTIONNEL
	ACTIFS	PASSIFS	
Capitaux propres			
Change	71 360	65 528	
Crédit			
Matières premières			
TOTAL	71 360	65 528	-

DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE ET DETTES SUBORDONNÉES

En milliers de DH

	30/06/15	31/12/14
AUTRES DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE	4 569 412	5 342 075
Titres de créances négociables	4 569 412	5 342 075
Emprunts obligataires		
DETTES SUBORDONNÉES	774 739	754 478
Emprunt subordonnés		
• à durée déterminée	774 739	754 478
• à durée indéterminée		
TITRES SUBORDONNÉS		
• à durée déterminée		
• à durée indéterminée		
TOTAL	5 344 151	6 096 553

ENGAGEMENTS DE GARANTIE

En milliers de DH

	30/06/15	31/12/14
ENGAGEMENTS DE GARANTIE DONNÉS	10 636 504	10 500 167
D'ordre des établissements de crédit	3 213 075	3 141 955
D'ordre de la clientèle	7 423 429	7 358 212
ENGAGEMENTS DE GARANTIE REÇUS	8 250 056	7 271 066
des établissements de crédit	8 250 056	7 271 066
de l'état et d'autres organismes de garantie		

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENTS

En milliers de DH

	30/06/15	31/12/14
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENTS DONNÉS	3 988 353	4 455 474
• Aux établissements de crédit	22 704	
• A la clientèle	3 867 210	4 347 412
• Autres engagements en faveur de la clientèle	98 439	108 062
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT REÇUS	-	-
• des établissements de crédit		
• de la clientèle		

PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES MISES EN ÉQUIVALENCE

En milliers de DH

	VALEUR DE MISE EN ÉQUIVALENCE	RÉSULTAT	TOTAL BILAN	REVENU (CA)	QUOTE-PART DE RÉSULTAT DANS LES SOCIÉTÉS MEE
Sociétés financières					
Sociétés non financières	Arval Maroc	14 920	860 605	181 435	4 974
VALEUR NETTE AU BILAN DES QUOTES-PARTS DANS LES SOCIÉTÉS MEE	15 796	14 920	860 605	181 435	4 974

EVOLUTION DU CAPITAL ET RÉSULTAT PAR ACTION

	30/06/15	30/06/14
Capital en(DH)	1 327 928 600	1 327 884 300
Nombre d'actions	13 279 286	13 279 286
Resultat Part Groupe (KDH)	221 145	256 776
RESULTAT PAR ACTION (DH)	17	19

**ATTESTATION D'EXAMEN LIMITE
DE LA SITUATION INTERMÉDIAIRE CONSOLIDÉE AU 30 JUIN 2015**

Nous avons procédé à un examen limité de la situation intermédiaire de la Banque Marocaine pour le Commerce et l'Industrie et ses filiales (Groupe BMCI) comprenant le bilan, le compte de résultat, l'état du résultat global, le tableau des flux de trésorerie, l'état de variation des capitaux propres et une sélection de notes explicatives au terme du semestre couvrant la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2015. Cette situation intermédiaire fait ressortir un montant de capitaux propres consolidés totalisant 8.357.356 KMAD, dont un bénéfice net consolidé de 221.452 KMAD.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes de la profession au Maroc. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation intermédiaire des états financiers consolidés ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la banque et des vérifications analytiques appliquées aux données financières; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que les états consolidés, ci-joints, ne donnent pas une image fidèle du résultat des opérations de la période écoulée ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Groupe BMCI arrêtés au 30 juin 2015, conformément aux normes comptables internationales (IAS/IFRS).

Casablanca, le 27 Août 2015

Les Commissaires aux Comptes

Deloitte Audit

Fawzi BRITEL
Associé

Mazars Audit et Conseil

Abdou Souleye DIOP
Associé

COMPTES SOCIAUX



ETATS AU 30 JUIN 2015



BMCI
GROUPE BNP PARIBAS

La banque
d'un monde
qui change



1.1 PRÉSENTATION

BMCI est une société anonyme de droit commun constituée au Maroc en 1943. Les états de synthèse comprennent les comptes du Siège ainsi que des agences établies au Maroc.

1.2 PRINCIPES GÉNÉRAUX

Les états de synthèse sont établis dans le respect des principes comptables généraux applicables aux établissements de crédit.

La présentation des états de synthèse de la BMCI est conforme aux dispositions du Plan Comptable des Etablissements de Crédit.

1.3 CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET LA CLIENTÈLE ET ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE

Présentation générale des créances

- Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont ventilées selon leur durée initiale ou l'objet économique des concours : Créances à vue et à terme, pour les établissements de crédit, crédits de trésorerie, crédits à l'équipement, crédits à la consommation, crédits immobiliers et autres crédits pour la clientèle.
- Les engagements par signature comptabilisés en hors bilan correspondent à des engagements irrévocables de financement et à des engagements de garantie.
- Les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs, sont enregistrées sous les différentes rubriques de créances concernées (Etablissements de crédit, clientèle).
- Les valeurs reçues à l'encaissement qui ne sont portées au crédit du remettant qu'après leur encaissement effectif ou après un délai contractuel ne sont pas comptabilisées dans le bilan, mais font l'objet d'une comptabilité matière.
- Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Créances en souffrance sur la clientèle

Les créances en souffrance sur la clientèle sont comptabilisées et évaluées conformément à la réglementation bancaire en vigueur.

Les principales dispositions appliquées se résument comme suit:

Les créances en souffrance sont, selon le degré de risque, classées en créances pré-douteuses, douteuses ou compromises,

Les créances en souffrance sont, après déduction des quotités de garantie prévues par la réglementation en vigueur, provisionnées à hauteur de :

- 20% pour les créances pré-douteuses,
- 50 % pour les créances douteuses,
- 100 % pour les créances compromises.

Les provisions relatives aux risques crédits sont déduites des postes d'actif concernés.

- Dès le déclassement des créances saines en créances compromises, les intérêts ne sont plus décomptés et comptabilisés. Ils sont constatés en produits à leur encaissement.
- Les pertes sur créances irrécouvrables sont constatées lorsque les chances de récupérations des créances en souffrance sont jugées nulles.
- Les reprises de provisions pour créances en souffrance sont constatées lorsque celles-ci ont connu une évolution favorable (remboursements effectifs ou restructuration de la créance avec un remboursement partiel ou total).

1.4 DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET LA CLIENTÈLE

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont présentées dans les états de synthèse selon leur durée initiale ou la nature de ces dettes :

- Dettes à vue et à terme pour les établissements de crédit,
- Comptes à vue créditeurs, comptes d'épargne, dépôts à terme et autres comptes créditeurs pour la clientèle.

Sont incluses dans ces différentes rubriques, en fonction de la nature de la contrepartie, les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs.

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

1.5 PORTEFEUILLE DE TITRES

1.5.1 Présentation générale

Les opérations sur titres sont comptabilisées et évaluées conformément aux dispositions du Plan Comptable des Etablissements de Crédit.

Les titres sont classés d'une part, en fonction de la nature juridique du titre (titre de créance ou titre de propriété), d'autre part, en fonction de l'intention (titre de transaction, titre de placement, titre d'investissement, titre de participation).

1.5.2 Titres de transaction

Sont inscrits dans ce portefeuille, les titres dont la liquidité est assurée et qui ont été acquis avec une intention de revente à brève échéance.

Ces titres sont enregistrés à leur valeur d'achat (coupon inclus). A chaque arrêté comptable, la différence entre cette valeur et la valeur de marché est inscrite directement en compte de résultats

1.5.3 Titres de placement

Sont inscrits dans ce portefeuille, les titres acquis dans un objectif de détention supérieure à 6 mois à l'exception des titres à revenus fixes destinés à être conservés jusqu'à leur échéance. Cette catégorie de titres comprend notamment les titres qui ne satisfont pas aux conditions nécessaires leur permettant d'être classés dans une autre catégorie de titres.

Les titres de créances sont comptabilisés, coupon couru inclus dans le prix d'acquisition

Les titres de propriété sont enregistrés à leur valeur d'achat hors frais d'acquisition.

A chaque arrêté comptable, la différence négative entre la valeur de marché et la valeur d'entrée des titres fait l'objet d'une provision pour dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas enregistrées.

1.5.4 Titres d'investissement

Les titres d'investissement sont des titres de créance qui sont acquis ou qui proviennent d'une autre catégorie de titres, avec l'intention de les détenir jusqu'à l'échéance, pour procurer, sur une assez longue période, des revenus réguliers.

A leur date d'acquisition, ces titres sont enregistrés coupon inclus dans le prix d'acquisition

A chaque arrêté comptable, les titres sont maintenus pour leur valeur d'acquisition quel que soit la valeur de marché du titre. En conséquence, la perte ou le profit latent ne sont pas enregistrés.

Au 30 juin, aucun titre n'est classé dans la catégorie de titres d'investissement ; en effet, la banque a

procédé au reclassement de la totalité de son portefeuille de titres d'investissement en titres de placement afin d'harmoniser la classification des titres entre les comptes sociaux et les comptes consolidés, en conformité avec les dispositions de la section 2 « opération sur titres » du PCEC mis à jour, en vigueur à compter du 01/01/2008.

1.5.5 Titres de participation

Sont inscrits dans cette catégorie les titres dont la possession durable est estimée utile à la banque.

A chaque arrêté comptable, leur valeur est estimée sur la base des éléments généralement admis : valeur d'usage, quote-part dans la situation nette, perspectives de résultats et cours de bourse. Seules, les moins-values latentes donnent lieu, au cas par cas, selon la valeur d'utilité de la participation à la constitution de provisions pour dépréciation

1.5.6 Pensions livrées

Les titres donnés en pension sont maintenus au bilan et le montant encaissé représentatif de la dette à l'égard du cessionnaire, est enregistré au passif du bilan.

Les titres reçus en pension ne sont pas inscrits au bilan, mais le montant décaissé représentatif de la créance sur le cédant est enregistré à l'actif du bilan.

1.6 LES OPÉRATIONS LIBELLÉES EN DEVICES

Les créances et les dettes ainsi que les engagements par signature libellés en devises étrangères sont convertis en dirhams au cours de change moyen en vigueur à la date de clôture.

La différence de change sur les comptes tenus en devises est enregistrée en compte de résultat.

Les produits et charges en devises étrangères sont convertis au cours du jour de leur comptabilisation.

1.7 LES PROVISIONS POUR RISQUES GÉNÉRAUX

Ces provisions sont constituées, à l'appréciation des dirigeants, en vue de faire face à des risques futurs relevant de l'activité bancaire, actuellement non identifiés et non mesurables avec précision.

Les provisions ainsi constituées font l'objet d'une réintégration fiscale.

1.8 LES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations incorporelles et corporelles figurent au bilan à la valeur d'acquisition diminuée des amortissements cumulés, calculés selon la méthode linéaire sur les durées de vie estimées.

Les immobilisations incorporelles ventilées en immobilisations d'exploitation et hors exploitation sont amorties sur les durées suivantes :

NATURE	DURÉE D'AMORTISSEMENT
Droit au bail	non amortissable
Logiciels informatiques	7 ans
Logiciels informatiques (logiciels acquis depuis 2004)	5 ans

Les immobilisations corporelles ventilées en immobilisations d'exploitation et hors exploitation sont composées et sont amorties sur les durées suivantes :

NATURE	DURÉE D'AMORTISSEMENT
Terrains d'exploitation	non amortissables
Immeubles d'exploitation : bureaux	25 ans
Matériel roulant	5 ans
Matériel de bureau	5 ans
Mobilier de bureau	10 ans
Agencements, aménagements et installations d'exploitation	10 ans
Matériel informatique :	
Grosse informatique	10 ans
Micro informatique	7 ans
Micro informatique (matériel acquis depuis 2004)	5 ans

1.9 CHARGES À RÉPARTIR

Les charges à répartirregistrent des dépenses qui, eu égard à leur importance et leur nature, sont susceptibles d'être rattachées à plus d'un exercice.

1.10 PROVISIONS RÉGLEMENTÉES

Les provisions réglementées sont constituées en application de dispositions législatives ou réglementaires, notamment par le souci de bénéficiaire d'un avantage fiscal.

Dès lors que les conditions de constitution et d'utilisation sont réunies et ayant été constituées pour bénéficiaire d'un avantage fiscal certain, les provisions réglementées, à l'exception des amortissements dérogatoires, ont un caractère de réserves libérées d'impôt.

1.11 PRISE EN COMPTE DES INTÉRÊTS ET COMMISSIONS DANS LE COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES

Intérêts

Sont considérés comme intérêts, les produits et charges calculés sur des capitaux effectivement prêtés ou empruntés.

Sont considérés comme intérêts assimilés, les produits et charges calculés sur une base prorata

Temporis et qui rémunèrent un risque. Entrent notamment dans cette catégorie, les commissions sur engagements de garantie et de financement (caution, crédit documentaire...).

Les intérêts courus sur les capitaux effectivement prêtés ou empruntés sont constatés dans les comptes de créances et dettes rattachées les ayant générés par la contrepartie du compte de résultat.

Les intérêts assimilés sont constatés en produits ou en charges dès leur facturation.

Commissions

Les produits et charges, déterminés sur une base «flat» et qui rémunèrent une prestation de service, sont constatés en tant que commissions dès leur facturation.

1.12 CHARGES ET PRODUITS NON COURANTS

Ils représentent exclusivement les charges et produits à caractère extraordinaire et sont par principe rares puisque de nature inhabituelle et de survenance exceptionnelle.

1.13 ENGAGEMENTS DE RETRAITE

Les engagements de retraites (wissam Al Chogh), indemnités de départ à la retraite) qui ne sont pas couverts par des régimes de retraite gérés par des organismes indépendants externes (à caractère non obligatoire) ne font pas l'objet d'une provision pour risques et charges.



BILAN ACTIF	En milliers de DH	
	30/06/15	31/12/14
VALEURS EN CAISSE, BANQUES CENTRALES, TRÉSOR PUBLIC, SERVICE DES CHÈQUES POSTAUX	1 359 852	1 868 606
CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS	4 979 110	4 545 493
. A vue	2 282 011	2 311 510
. A terme	2 697 099	2 233 983
CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE	41 318 772	41 775 963
. Crédits de trésorerie et à la consommation	16 884 409	17 817 961
. Crédits à l'équipement	7 362 248	7 323 160
. Crédits immobiliers	14 572 849	14 584 396
. Autres crédits	2 499 267	2 050 446
CRÉANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE	1 148 746	1 008 144
TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT	7 702 283	8 817 109
. Bons du trésor et valeurs assimilées	6 906 642	7 040 286
. Autres titres de créance	756 277	1 732 577
. Titres de propriété	39 364	44 246
AUTRES ACTIFS	573 620	518 453
TITRES D'INVESTISSEMENT		
. Bons du trésor et valeurs assimilées		
. Autres titres de créance		
TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILÉS	286 052	273 533
CRÉANCES SUBORDONNÉES	-	-
IMMOBILISATIONS DONNÉES EN CRÉDIT-BAIL ET EN LOCATION	280 710	189 652
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	492 341	493 761
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 549 980	1 548 838
TOTAL DE L'ACTIF	59 691 466	61 039 552

HORS BILAN	En milliers de DH	
	30/06/15	31/12/14
ENGAGEMENTS DONNES	16 865 947	18 461 373
1. Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés	0	0
2. Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	3 764 186	4 259 395
3. Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	6 561 696	7 374 704
4. Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	6 441 625	6 719 212
5. Titres achetés à réméré	0	0
6. Autres titres à livrer	98 439	108 062
ENGAGEMENTS RECUS	8 215 502	7 231 508
7. Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	0	0
8. Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	8 215 502	7 231 508
9. Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	0	0
10. Titres vendus à réméré	0	0
11. Autres titres à recevoir	0	0

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES DU 01/01/15 AU 30/06/15	En milliers de DH	
	30/06/15	30/06/14
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	2 113 865	2 271 279
- Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	79 111	87 694
- Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	1 255 058	1 337 272
- Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	138 469	182 402
- Produits sur titres de propriété	116 612	126 154
- Produits sur opérations de crédit-bail et de location	37 257	16 210
- Commissions sur prestations de service	228 545	214 380
- Autres produits bancaires	258 812	307 168
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	-578 803	-680 610
- Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	-35 126	-17 559
- Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	-182 872	-283 292
- Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	-94 182	-149 472
- Charges sur opérations de crédit-bail et de location	-46 876	-20 939
- Autres charges bancaires	-219 747	-209 349
PRODUIT NET BANCAIRE	1 535 062	1 590 669
- Produits d'exploitation non bancaire	6 154	2 836
- Charges d'exploitation non bancaire	-1 984	-402
CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	-739 360	-727 998
- Charges de personnel	-417 511	-408 665
- Impôts et taxes	-10 705	-8 958
- Charges externes	-213 460	-219 958
- Autres charges générales d'exploitation	0	-716
- Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	-97 684	-89 701
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CRÉANCES IRRECOURVABLE	-810 374	-494 416
- Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	-570 940	-428 953
- Pertes sur créances irrécouvrables	-225 347	-2 226
- Autres dotations aux provisions	-14 087	-63 237
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CRÉANCES AMORTIES	378 515	168 205
- Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	278 581	76 958
- Récupérations sur créances amorties	4 637	0
- Autres reprises de provisions	95 296	91 247
RESULTAT COURANT	368 013	538 894
- Produits non courants	0	0
- Charges non courantes	-33 025	-7 519
RESULTAT AVANT IMPÔTS	334 988	531 374
- Impôts sur les résultats	-61 282	-173 474

RESULTAT NET DE L'EXERCICE	273 706	357 901
TOTAL PRODUITS	2 498 534	2 442 320
TOTAL CHARGES	-2 224 828	-2 084 419
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	273 706	357 901

BILAN PASSIF	En milliers de DH	
	30/06/15	31/12/14
BANQUES CENTRALES, TRÉSOR PUBLIC, SERVICE DES CHÈQUES POSTAUX	0	0
DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉES	2 621 526	1 487 700
A vue	148 754	811 388
A terme	2 472 772	676 312
DÉPÔTS DE LA CLIENTÈLE	41 896 118	43 014 851
Comptes à vue créditeurs	27 630 440	29 001 372
Comptes d'épargne	8 230 745	8 046 530
Dépôts à terme	3 996 338	4 552 042
Autres comptes créditeurs	2 038 596	1 414 907
TITRES DE CRÉANCE ÉMIS	4 628 162	5 768 041
Titres de créance négociables	4 628 162	5 768 041
Emprunts obligataires	0	0
Autres titres de créance émis	0	0
AUTRES PASSIFS	1 518 525	1 555 469
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	189 293	272 752
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES	0	0
SUBVENTIONS, FONDS PUBLICS AFFECTÉS ET FONDS SPÉCIAUX DE GARANTIE	0	0
DETTES SUBORDONNÉES	774 739	754 478
ECARTS DE RÉÉVALUATION	0	0
RÉSERVES ET PRIMES LIÉES AU CAPITAL	3 284 453	3 284 449
CAPITAL	1 327 929	1 327 929
ACTIONNAIRES. CAPITAL NON VERSÉ (-)		
REPORT À NOUVEAU (+/-)	3 177 016	3 112 749
RÉSULTATS NETS EN INSTANCE D'AFFECTATION (+/-)	0	0
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE (+/-)	273 706	461 136
TOTAL DU PASSIF	59 691 466	61 039 552

ETAT DES SOLDES DE GESTION DU 01/01/15 AU 30/06/15	En milliers de DH	
	30/06/15	30/06/14
I - TABLEAU DE FORMATION DES RESULTATS		
1 (+) Intérêts et produits assimilés	1 472 638	1 607 368
2 (-) Intérêts et charges assimilées	312 180	450 322
MARGE D'INTERET	1 160 458	1 157 045
3 (+) Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	37 257	16 210
4 (-) Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	46 876	20 939
RÉSULTAT DES OPÉRATIONS DE CRÉDIT-BAIL ET DE LOCATION	-9 619	-4 729
5 (+) Commissions perçues	230 692	215 925
6 (-) Commissions servies	28 957	26 085
MARGE SUR COMMISSIONS	201 735	189 840
7 (+) Résultats des opérations sur titres de transaction	17 796	42 825
8 (+) Résultats des opérations sur titres de placement	12 936	51 641
9 (+) Résultats des opérations de change	78 352	74 643
10 (+) Résultats des opérations sur produits dérivés	2 102	-446
RÉSULTATS DES OPÉRATIONS DE MARCHÉ	111 187	168 663
11 (+) Divers autres produits bancaires	119 702	128 187
12 (-) Diverses autres charges bancaires	48 400	48 338
PRODUIT NET BANCAIRE	1 535 062	1 590 669
13 (+) Résultats des opérations sur immobilisations financières	-1 707	-887
14 (+) Autres produits d'exploitation non bancaire	6 154	2 836
15 (-) Autres charges d'exploitation non bancaire	1 984	402
16 (-) Charges générales d'exploitation	739 360	727 998
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	798 165	864 217
17(+) Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	-513 068	-354 221
18(+) Autres dotations nettes de reprises aux provisions	82 916	28 897
RESULTAT COURANT	368 013	538 894
RESULTAT NON COURANT	-33 025	-7 519
19 (-) Impôts sur les résultats	61 282	173 474
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	273 706	357 901

II- CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	En milliers de DH	
	30/06/15	30/06/14
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	273 706	357 901
20 (+) Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	97 684	89 701
21 (+) Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	1 707	1 201
22 (+) Dotations aux provisions pour risques généraux	1 842	59 384
23 (+) Dotations aux provisions réglementées	0	0
24 (+) Dotations non courantes	0	0
25 (-) Reprises de provisions	-95 296	-932
26 (-) Plus-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	0	0
27(+) Moins-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	0	0
28 (-) Plus-values de cession sur immobilisations financières	0	0
29(+) Moins-values de cession sur immobilisations financières	0	0
30 (-) Reprises de subventions d'investissement reçues	0	0
+ CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	279 644	507 254
- Bénéfices distribués	398 379	398 365
AUTOFINANCEMENT	-118 735	108 889

CRÉANCES	MONTANT		DONT ENTREPRISES LIÉES ET APPARENTÉES	
	30/06/N	31/12/N-1	30/06/N	31/12/N-1
	BRUT	NET	NET	NET
	1	2	3	4
			5	6
Créances subordonnées aux Etablissements de crédit et assimilés			NEANT	
Créances subordonnées à la clientèle				

TOTAL



DETAIL DES AUTRES ACTIFS		En milliers de DH	
ACTIF	30/06/15	31/12/14	
INSTRUMENTS OPTIONNELS ACHETES	5 545	3 039	
OPERATIONS DIVERSES SUR TITRES	2 719	957	
DEBITEURS DIVERS	262 525	143 288	
Sommes dues par l'Etat	254 118	137 336	
Sommes dues par les organismes de prévoyance	-	-	
Sommes diverses dues par le personnel	-	1 711	
Comptes clients de prestations non bancaires	-	-	
Divers autres débiteurs	8 407	4 241	
VALEURS ET EMPLOIS DIVERS	20 357	20 102	
COMPTES DE REGULARISATION	282 474	351 067	
Comptes d'ajustement des opérations de hors bilan	-	-	
Comptes d'écarts sur devises et titres	4 586	12 423	
Résultats sur produits dérivés de couverture	-	-	
Charges à répartir sur plusieurs exercices	28 650	27 797	
Comptes de liaison entre siège, succursales et agences au Maroc	-	-	
Produits à recevoir et charges constatées d'avance	199 269	36 279	
Autres comptes de régularisation	49 969	274 568	
CREANCES EN SOUFFRANCE SUR OPERATIONS DIVERSES	-	-	
TOTAL	573 620	518 453	

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIES		En milliers de DH	
	30/06/15	31/12/14	
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE DONNES	16 865 947	18 461 373	
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT EN FAVEUR D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS	-	-	
- Crédits documentaires import	-	-	
- Acceptations ou engagements de payer	-	-	
- Ouvertures de crédits confirmés	-	-	
- Engagements de substitution sur émission de titres	-	-	
- Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-	
- Autres engagements de financement donnés	-	-	
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT EN FAVEUR DE LA CLIENTÈLE	3 764 186	4 259 395	
- Crédits documentaires import	1 928 934	2 325 821	
- Acceptations ou engagements de payer	895 777	690 221	
- Ouvertures de crédits confirmés	193 364	186 979	
- Engagements de substitution sur émission de titres	-	-	
- Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-	
- Autres engagements de financement donnés	746 112	1 056 375	
ENGAGEMENTS DE GARANTIE EN FAVEUR D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS	6 561 696	7 374 704	
- Crédits documentaires export confirmés	23 874	31 950	
- Acceptations ou engagements de payer	10 591	13 420	
- Garanties de crédits données	-	-	
- Autres cautions, avals et garanties donnés	6 527 231	7 329 334	
- Engagements en souffrance	-	-	
ENGAGEMENTS DE GARANTIE DE L'ORDRE DE LA CLIENTÈLE	6 441 625	6 719 212	
- Garanties de crédits données	-	-	
- Cautions et garanties en faveur de l'administration publique	3 888 197	4 147 752	
- Autres cautions et garanties données	2 553 428	2 571 460	
- Engagements en souffrance	-	-	
AUTRES TITRES À LIVRER	98 439	108 062	

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE RECUS		8 215 502		7 231 508	
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT RECUS D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS		-		-	
- Ouvertures de crédit confirmés	-	-	-	-	-
- Engagements de substitution sur émission de titres	-	-	-	-	-
- Autres engagements de financement reçus	-	-	-	-	-
ENGAGEMENTS DE GARANTIE RECUS D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS	8 215 502	7 231 508			
- Garanties de crédits	-	-	-	-	-
- Autres garanties reçues	8 215 502	7 231 508			
ENGAGEMENTS DE GARANTIE RECUS DE L'ÉTAT ET D'ORGANISMES DE GARANTIE DIVERS	-	-			
- Garanties de crédits	-	-	-	-	-
- Autres garanties reçues	-	-	-	-	-
AUTRES TITRES À RECEVOIR	-	-			

COMMISSIONS AU 30/06/2015		En milliers de DH	
COMMISSIONS		MONTANT	
COMMISSIONS PERCUES :		230 692	
sur opérations de change		2 147	
sur opérations sur titres		1 214	
sur engagements sur titres		-	
sur opérations sur titres en gestion et en dépôt		18 551	
sur moyens de paiement		64 728	
sur activités de conseil et d'assistance		12 728	
sur ventes de produits d'assurances		12 453	
Commissions de fonctionnement de compte		17 647	
Commissions sur prestations de service sur crédit		20 034	
sur autres prestations de service		81 190	
COMMISSIONS VERSEES :		28 957	
sur opérations de change		-	
relatives aux interventions sur les marchés primaires de titres		-	
sur produits dérivés		-	
sur opérations sur titres en gestion et en dépôt		-	
sur moyens de paiement		18 158	
sur activités de conseil et d'assistance		-	
sur ventes de produits d'assurances		-	
sur autres prestations de service		10 799	

ÉTAT DES DEROGATIONS AU 30/06/2015		En milliers de DH	
INDICATIONS DE DEROGATIONS	JUSTIFICATIONS DES DEROGATIONS	INFLUENCE DES DEROGATIONS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS	
Dérogations aux principes comptables fondamentaux	NEANT		NEANT
Dérogations aux méthodes d'évaluation	NEANT		NEANT
Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse	NEANT		NEANT

DETAIL DES AUTRES PASSIFS		En milliers de DH	
PASSIF	30/06/15	31/12/14	
INSTRUMENTS OPTIONNELS VENDUS	10 813	5 529	
OPERATIONS DIVERSES SUR TITRES	222	1 341	
CREDETEURS DIVERS	557 931	598 768	
Sommes dues à l'Etat	270 494	368 449	
Sommes dues aux organismes de prévoyance	39 628	37 800	
Sommes diverses dues au personnel	-	-	
Sommes diverses dues aux actionnaires et associés	1 522	1 710	
Fournisseurs de biens et services	57 236	60 092	
Divers autres créditeurs	189 052	130 717	
COMPTES DE REGULARISATION	949 558	949 830	
Compte de concordance Dirhams/devises	-	-	
Comptes d'ajustement des opérations de hors bilan	-	-	
Comptes d'écarts sur devises et titres	-	-	
Résultats sur produits dérivés de couverture	-	-	
Comptes de liaison entre siège, succursales et agences au Maroc	728 894	901 371	
Charges à payer et produits constatés d'avance	111 104	37 238	
Autres comptes de régularisation	-	-	
Comptes transitoires ou d'attente créateur	109 560	11 221	
TOTAL	1 518 525	1 555 469	

PRODUITS SUR TITRES DE PROPRIETE AU 30/06/2015		En milliers de DH	
CATEGORIE DES TITRES		PRODUITS PERCUS	
Titres de participation		9 242	
Participations dans les entreprises liées		107 370	
Titres de l'activité de portefeuille		0	
Emplois assimilés		0	
TOTAL		116 612	

ENGAGEMENTS SUR TITRES AU 30/06/2015		En milliers de DH	
ENGAGEMENTS DONNES		MONTANT	
Titres achetés à réméré		NEANT	
Autres titres à livrer		98 439	
ENGAGEMENTS RECUS		MONTANT	
Titres vendus à réméré		NEANT	
Autres titres à recevoir		NEANT	

VENTILATION DU TOTAL DE L'ACTIF, DU PASSIF ET DE L'HORS BILAN EN MONNAIE ETRANGERE AU 30/06/2015		En milliers de DH	
BILAN		MONTANT	
ACTIF:		2 119 196	
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		16 185	
Créances sur les établissements de crédit et assimilés		1 981 820	
Créances sur la clientèle		11 792	
Titres de transaction et de placement et investissement		55 935	
Autres actifs		9	
Titres de participation et emplois assimilés		53 455	
Créances subordonnées		-	
Immobilisations données en crédit-bail et location		-	
Immobilisations incorporelles et corporelles		-	
PASSIF:		2 119 196	
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		0	
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés		58 163	
Dépôts de la clientèle		1 356 445	
Titres de créance émis		-	
Autres passifs		704 588	
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie		-	
Dettes subordonnées		-	
HORS BILAN:		9 022 824	
Engagements donnés		9 022 824	
Engagements reçus		152 761	

OPERATIONS DE CHANGE A TERME ET ENGAGEMENTS SUR PRODUITS DERIVES		En milliers de DH			
TITRES		OPÉRATIONS DE COUVERTURE		AUTRES OPÉRATIONS	
		30/06/15	31/12/14	30/06/15	31/12/14
OPÉRATIONS DE CHANGE À TERME		3 393 532	4 790 587		
Devises à recevoir		909 591	1 678 942		
Dirhams à livrer		555 575	829 840		
Devises à livrer		1 139 794	1 567 488		
Dirhams à recevoir		788 572	714 316		
Dont swaps financiers de devises		-	-		
ENGAGEMENTS SUR PRODUITS DÉRIVÉS		4 775	2 422		
Engagements sur marchés réglementés de taux d'intérêt		-	-		
Engagements sur marchés de gré à gré de taux d'intérêt		-	-		
Engagements sur marchés réglementés de cours de change		4 775	2 422		
Engagements sur marchés de gré à gré de cours de change		-	-		
Engagements sur marchés réglementés d'autres instruments		-	-		
Engagements sur marchés de gré à gré d'autres instruments		-	-		
TOTAL		3 398 307	4 793 009		



AUTRES PRODUITS ET CHARGES AU 30/06/2015 En milliers de DH

PRODUITS ET CHARGES	MONTANT
AUTRES PRODUITS ET CHARGES BANCAIRES	39 065
Autres produits bancaires	258 812
Autres charges bancaires	219 747
COMMENTAIRES	
Dont gains sur titres de transaction	155 049
Dont plus-values de cession sur BDT	12 410
Dont Produits sur engagements sur titres	0
Dont Produits sur engagements sur produits dérivés	2 262
Dont produits sur opérations de change	85 096
Dont Divers autres Produits bancaires	3 090
Dont reprises de provision p/dep des titres de placement	905
Dont pertes sur titres de transaction	137 253
Dont MOINS-values de cession sur BDT	48
Dont charges sur moyens de paiement	18 158
Dont autres charges sur prestations de service	10 799
Dont charges sur engagements de titres	0
Dont charges sur produits dérivés	160
Dont pertes sur opérations de change	4 597
Dont cotisation au fonds de garantie des dépôts	41 511
Dont dotations aux prov depreciait des titres de placement	332
DIVERSES CHARGES BANCAIRES	6 889

PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION NON BANCAIRE MONTANT

PRODUITS D'EXPLOITATION NON BANCAIRE	MONTANT
CHARGES D'EXPLOITATION NON BANCAIRE	1 984

COMMENTAIRES

Produits	
- dont produits sur valeurs et emplois divers	0
- dont plus-values de cession sur immobilisations financières	0
- dont plus-values de cession sur immobilisations incorp et corporelles	0
- dont produits accessoires	357
- dont autres produits d'exploitation non bancaire	5 797
Charges	
- dont autres charges sur valeurs et emplois divers	1 984
- dont moins-values de cession sur immobilisations.	0

AUTRES CHARGES MONTANT

DOTATION AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOURVABLES	MONTANT
COMMENTAIRES	810 374

Dont dotations aux provisions pour créances en souffrance	570 940
Dont pertes sur créances irrécouvrables	225 347
Dont dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	1 707
Dont dotations aux provisions pour risques d'exécut d'engag par signature	0
Dont dotations aux provisions pour autres risques et charges	11 837
Dont dotations aux provisions réglementées	0
Dont dotations aux autres provisions	543

AUTRES PRODUITS MONTANT

REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	MONTANT
COMMENTAIRES	378 515

dont reprise de provisions pour créances en souffrance	278 582
dont récupérations sur créances amorties	4 637
Dont reprise aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	0
dont reprise de provisions pour risque d'exécut d'engag p signat	0
dont reprise de provisions pour autres risques et charges	95 296
dont reprise de provisions réglementées	0
dont reprise des autres provisions	0

PRODUITS ET CHARGES NON COURANTS MONTANT

PRODUITS NON COURANTS	MONTANT
CHARGES NON COURANTES	33 025

RESULTAT DES OPERATIONS DE MARCHE AU 30/06/2015 En milliers de DH

PRODUITS ET CHARGES	MONTANT
PRODUITS	253 576
Gains sur les titres de transaction	155 049
Plus value de cession sur titres de placement	12 410
Reprise de provision sur dépréciation des titres de placement	905
Gains sur les produits dérivés	2 262
Gains sur les opérations de change	82 949
CHARGES	142 389
Pertes sur les titres de transaction	137 253
Moins value de cession sur titres de placement	48
Dotation aux provisions sur dépréciation des titres de placement	331
Pertes sur les produits dérivés	160
Pertes sur opérations de change	4 597
RESULTAT	111 187

VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION, DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT PAR CATEGORIE D'EMETTEUR AU 30/06/2015 En milliers de DH

TITRES	ETABLISSEMENT DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS	EMETTEURS PRIVÉS			TOTAL AU 30/06/15	TOTAL AU 31/12/14
		EMETTEURS PUBLICS	FINANCIERS	NON FINANCIERS		
TITRES COTES						
Bons du trésor et valeurs assimilées						
Obligations						
Autres titres de créance						
Titres de propriété	31 528		1 895	4 466	37 889	42 771
TITRES NON COTES						
Bons du trésor et valeurs assimilées						
Obligations	0	6 819 158	0	47 296	6 819 158	6 905 386
Autres titres de créance	701 166	0	0	0	701 166	1 720 913
Titres de propriété	0		28	1 446	1 474	1 474
TOTAL	732 694	6 819 158	1 923	53 208	7 606 983	8 670 544

Les chiffres ci-dessus sont présentés hors intérêts courus

CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION AU 30/06/2015 En milliers de DH

CHARGES	MONTANT
CHARGES DE PERSONNEL	417 511
COMMENTAIRES	
Dont salaires et appointements	251 182
Dont primes et gratifications	46 390
Dont charges d'assurances sociales	74 297
Dont charges de retraite	2 953
Dont charges de formation	8 154
Dont autres charges de personnel	34 536
IMPOTS ET TAXES	10 705
COMMENTAIRES	
Taxe urbaine et taxe d'édilité	1 022
Patente	6 489
Droits d'enregistrements	0
Timbres fiscaux et formules timbrées	48
Taxe sur les véhicules	0
Autres impôts, taxe et droits assimilés	3 146

CHARGES EXTERNES MONTANT

COMMENTAIRES	MONTANT
CHARGES EXTERNES	213 460

Dont loyers de crédit-bail et de location	28 114
Dont frais d'entretien et de réparation	39 923
Dont rémunérations d'intermédiaire, et honoraires	27 852
Prime d'assurance	1 491
Frais d'électricité, d'eau, de chauffage et de combustible	9 674
Dont transports et déplacements	21 582
Mission et réception	3 649
Dont publicité et publication	28 029
Frais postaux et télécommunications	34 889
frais de recherche et de documentation	307
frais de conseils et d'assemblée	286
Dons et cotisations	2 117
Fournitures de bureau et imprimés	4 349
Dont autres charges externes	11 199

AUTRES CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION MONTANT

COMMENTAIRES	MONTANT
AUTRES CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	0

Dont pénalités et débits	0
Dont diverses autres charges générales d'exploitation	0

DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES MONTANT

COMMENTAIRES	MONTANT
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES	97 684

CAPITAUX PROPRES AU 30/06/2015

CAPITAUX PROPRES	ENCOURS 31/12/2014	AFFECTATION DU RESULTAT	AUTRES VARIATIONS	ENCOURS 30/06/2015
Ecarts de réévaluation				
Réserves et primes liées au capital	3 284 449	4		3 284 453
Réserve légale	132 788	4		132 793
Autres réserves	366 714	0		366 714
Primes d'émission, de fusion et d'apport	2 784 946			2 784 946
Capital	1 327 929	0		1 327 929
Capital appelé	1 327 929			1 327 929
Capital non appelé				
Certificats d'investissement				
Fonds de dotations				
Actionnaires / Capital non versé				
Report à nouveau (+/-)	3 112 749	62 753	1 513	3 177 016
Résultat net de l'exercice 2014	461 136			
Résultat net de l'exercice 2015	0			273 706
TOTAL	8 186 263			8 063 103



CREANCES SUR LA CLIENTELE AU 30/06/2015

En milliers de DH

CREANCES	SECTEUR PRIVÉ				TOTAL AU 30/06/15	TOTAL AU 31/12/14
	SECTEUR PUBLIC	ENTREPRISES FINANCIÈRES	ENTREPRISES NON FINANCIÈRES	AUTRE CLIENTÈLE		
COMPTES DE TRESORERIE	222 307	13 502	12 284 201	376 179	12 896 189	13 865 789
- Comptes à vue débiteurs	2 196	13 502	6 415 941	329 429	6 761 068	7 492 682
- Créances commerciales sur le Maroc	26	0	3 188 356	9 594	3 197 976	3 372 831
- Crédits à l'exportation			72 402		72 402	81 483
- Autres crédits de trésorerie	220 085		2 607 502	37 157	2 864 744	2 918 793
CREDITS A LA CONSOMMATION			61 983	3 876 345	3 938 328	3 918 098
CREDITS A L'EQUIPEMENT	659 909		6 627 675	39 855	7 327 439	7 289 552
CREDITS IMMOBILIERS			1 121 878	13 422 033	14 543 911	14 554 809
AUTRES CREDITS	373 571	70 031	110 959	5 936	580 497	530 150
CREANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE			1 144 721		1 144 721	1 003 728
INTERETS COURUS A RECEVOIR	3 294	5	50 625	63 739	117 663	101 684
CREANCES EN SOUFFRANCE	0	0	1 474 290	464 479	1 938 770	1 520 296
- Créances pré-douteuses			0	0	0	0
- Créances douteuses			665 813	59 846	725 660	497 070
- Créances compromises	0	0	808 477	404 633	1 213 110	1 023 226
TOTAL	1 259 081	83 538	22 876 332	18 248 566	42 467 518	42 784 107

Commentaires : Les entreprises non financières comprennent également les entreprises publiques non financières conformément à la présentation préconisée par le PCEC.

CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES AU 30/06/2015

En milliers de DH

CREANCES	ETABLISSEMENTS DE CRÉDIT AU MAROC				TOTAL AU 30/06/15	TOTAL AU 31/12/14
	BANK AL MAGHRIB TRÉSOR PUBLIC SERVICE DES CHÈQUES POSTAUX	BANQUE AU MAROC	AUTRES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS AU MAROC	ETABLISSEMENTS DE CRÉDIT À L'ÉTRANGER		
COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS	746 725	35 497	36 061	1 249 156	2 067 439	2 213 215
VALEURS RECUES EN PENSION	0	0	0	0	0	0
- au jour le jour			0	0	0	0
- à terme			0	0	0	0
PRETS DE TRESORERIE	0	480 000	1 016 226	0	1 496 226	1 923 671
- au jour le jour	0	330 000	609 101	0	939 101	1 326 976
- à terme	0	150 000	407 125	0	557 125	596 695
PRETS FINANCIERS		40 000	2 065 750	0	2 105 750	1 594 833
AUTRES CREANCES		22 311	0	0	22 311	60 405
INTERETS COURUS A RECEVOIR		1 262	32 847	0	34 109	42 331
TOTAL	746 725	579 070	3 150 884	1 249 156	5 725 835	5 834 455

DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES AU 30/06/2015

En milliers de DH

DETTES	ETABLISSEMENTS DE CRÉDIT AU MAROC				TOTAL AU 30/06/15	TOTAL AU 31/12/14
	BANK AL MAGHRIB TRÉSOR PUBLIC SERVICE DES CHÈQUES POSTAUX	BANQUE AU MAROC	AUTRES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS AU MAROC	ETABLISSEMENTS DE CRÉDIT À L'ÉTRANGER		
COMPTES ORDINAIRES CREDITEURS		5 881	16 752	97 950	120 583	167 561
VALEURS DONNEES EN PENSION	2 210 021	0	0	0	2 210 021	0
- au jour le jour					0	0
- à terme	2 210 021		0		2 210 021	0
EMPRUNTS DE TRESORERIE	50 000	20 000	0	0	70 000	1 024 206
- au jour le jour		20 000			20 000	632 940
- à terme	50 000				50 000	391 266
EMPRUNTS FINANCIERS	0		8 202	0	8 202	7 706
AUTRES DETTES		205 480	131	0	205 611	264 023
INTERETS COURUS A PAYER	1 185	5 924	0	0	7 109	24 203
TOTAL	2 261 206	237 285	25 085	97 950	2 621 526	1 487 700

DEPOTS DE LA CLIENTELE AU 30/06/2015

En milliers de DH

DEPOTS	SECTEUR PRIVÉ				TOTAL AU 30/06/15	TOTAL AU 31/12/14
	SECTEUR PUBLIC	ENTREPRISES FINANCIÈRES	ENTREPRISES NON FINANCIÈRES	AUTRE CLIENTÈLE		
COMPTES A VUE CREDITEURS	224 603	416 483	7 736 166	19 019 730	27 396 982	28 909 342
COMPTE D'EPARGNE	0	0	0	8 230 745	8 230 745	8 046 530
DEPOTS A TERME	0	500 000	354 111	3 098 184	3 952 295	4 496 067
AUTRES COMPTES CREDITEURS	9310	163 042	1 767 183	321 927	2 261 462	1 497 835
INTERETS COURUS A PAYER	0	1 144	8 171	45 319	54 634	65 076
TOTAL	233 913	1 080 669	9 865 631	30 715 905	41 896 118	43 014 851

Les entreprises non financières comprennent également les entreprises publiques non financières conformément à la présentation préconisée par le PCEC.

VALEURS ET SURETES RECUES ET DONNEES EN GARANTIE AU 30/06/2015

En milliers de DH

VALEURS ET SURETES RECUES EN GARANTIE	VALEUR COMPTABLE NETTE	RUBRIQUES DE L'ACTIF OU DU HORS BILAN ENREGISTRANT LES CREANCES OU LES ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE DONNEES	MONTANTS DES CREANCES ET DES ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE DONNES COUVERTS
--	------------------------	---	---

Bons du trésor et valeurs assimilées

Hypothèques 23 184 477
Autres valeurs et sûretés réelles 22 801 215

TOTAL 45 985 692

VALEURS ET SURETES DONNEES EN GARANTIE	VALEUR COMPTABLE NETTE	RUBRIQUES DU PASSIF OU DU HORS BILAN ENREGISTRANT LES DETTES OU LES ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE RECUS	MONTANTS DES DETTES OU ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE RECUS COUVERTS
---	------------------------	--	--

Bons du trésor et valeurs assimilées 0

Hypothèques
Autres valeurs et sûretés réelles 584 900

BDT donnés en garantie CDG

TOTAL 584 900

584 900

584 900



TITRES DE CREANCE EMIS AU 30/06/2015

En milliers de DH

NATURE TITRES	DATE DE DE JOUISSANCE	DATE D'ÉCHÉANCE	CARACTERISTIQUES			MONTANT (1)	DONT ENTREPRISES LIÉES	DONT AUTRES APPARENTÉS	MONTANT NON AMORTI DES PRIMES D'ÉMISSION OU DE REMBOURSEMENT
			VALEUR NOMINALE UNITAIRE	TAUX NOMINAL	MODE DE REMBOURSEMENT				
Certificats de dépôt	25/07/14	24/07/15	100	3,35		75 000			
Certificats de dépôt	22/10/14	21/10/15	100	3		163 000			
Certificats de dépôt	26/03/15	24/03/16	100	2,7		89 500			
Certificats de dépôt	26/03/15	24/03/16	100	2,7		1 000			
Certificats de dépôt	08/06/15	06/06/16	100	2,75		300 000			
Certificats de dépôt	08/06/15	06/06/16	100	2,75		150 000			
Certificats de dépôt	08/06/15	06/06/16	100	2,75		50 000			
Certificats de dépôt	26/03/15	24/09/15	100	2,6		42 000			
Certificats de dépôt	30/04/15	02/11/15	100	2,8		200 000			
Certificats de dépôt	30/04/15	02/11/15	100	2,8		200 000			
Certificats de dépôt	30/04/15	02/11/15	100	2,8		200 000			
Certificats de dépôt	30/04/15	02/11/15	100	2,8		40 000			
Certificats de dépôt	30/04/15	02/11/15	100	2,8		5 000			
Certificats de dépôt	30/04/15	02/11/15	100	2,8		5 000			
Certificats de dépôt	30/04/15	02/11/15	100	2,8		50 000			
Certificats de dépôt	15/05/15	01/12/15	100	3		307 100			
Certificats de dépôt	19/05/15	01/12/15	100	2,8		160 000			
Certificats de dépôt	02/06/15	01/12/15	100	3		106 300			
Certificats de dépôt	30/03/15	01/07/15	100	2,65		200 000			
Certificats de dépôt	30/03/15	01/07/15	100	2,65		50 000			
Certificats de dépôt	30/03/15	01/07/15	100	2,65		150 000			
Certificats de dépôt	30/03/15	01/07/15	100	2,65		20 000			
Certificats de dépôt	30/03/15	01/07/15	100	2,65		10 000			
Certificats de dépôt	30/03/15	01/07/15	100	2,65		2 000			
Certificats de dépôt	30/03/15	01/07/15	100	2,65		8 000			
Certificats de dépôt	30/03/15	01/07/15	100	2,65		30 000			
Certificats de dépôt	30/03/15	01/07/15	100	2,65		20 000			
Certificats de dépôt	30/03/15	01/07/15	100	2,65		10 000			
Certificats de dépôt	10/10/14	10/07/15	100	3,15		60 000			
Certificats de dépôt	16/04/15	16/03/17	100	3,75		59 000			
Certificats de dépôt	12/06/15	12/05/17	100	3,5		99 500			
Certificats de dépôt	15/05/15	01/06/16	100	3,25		94 200			
Certificats de dépôt	26/06/15	26/05/17	100	3,5		65 600			
Certificats de dépôt	30/09/11	30/09/15	100	4,35		17 000			
Certificats de dépôt	30/09/11	30/09/15	100	4,35		13 000			
Certificats de dépôt	30/09/11	30/09/15	100	4,35		20 000			
Certificats de dépôt	26/04/12	26/04/16	100	4,5		250 000			
Certificats de dépôt	05/11/10	05/11/15	100	4,35		250 000			
Certificats de dépôt	22/04/11	22/04/16	100	4,3		75 000			
Certificats de dépôt	22/04/11	22/04/16	100	4,3		60 000			
Certificats de dépôt	22/04/11	22/04/16	100	4,3		5 000			
Certificats de dépôt	22/04/11	22/04/16	100	4,3		20 000			
Certificats de dépôt	22/04/11	22/04/16	100	4,3		15 000			
Certificats de dépôt	22/04/11	22/04/16	100	4,3		8 000			
Certificats de dépôt	22/04/11	22/04/16	100	4,3		17 000			
Certificats de dépôt	22/04/11	22/04/16	100	4,3		25 000			
Certificats de dépôt	09/06/11	09/06/16	100	4,35		50 000			
Certificats de dépôt	22/05/15	22/05/22	100	3,5		6 000			
Certificats de dépôt	25/12/13	24/11/15	100	4,5		40 000			
Certificats de dépôt	23/10/14	23/09/16	100	3,3		70 300			
Certificats de dépôt	13/11/14	13/10/16	100	3,25		60 900			
Certificats de dépôt	17/11/14	17/10/16	100	3,25		130 000			
Certificats de dépôt	03/04/15	03/03/17	100	3,75		56 000			
Certificats de dépôt	20/11/14	20/01/16	100	3,15		221 300			
Certificats de dépôt	16/12/13	16/12/15	100	15		19 197			
Certificats de dépôt	04/03/14	04/03/16	100	14		13 473			
Certificats de dépôt	24/11/14	24/11/16	100	0,5		19 243			
Certificats de dépôt	24/11/14	24/11/16	100	0,5		18 399			
Certificats de dépôt	24/11/14	24/11/16	100	0,5		7 510			
Certificats de dépôt	02/03/15	02/03/17	100	0,5		60 956			
Certificats de dépôt	30/03/15	30/03/17	100	5,8		10 544			
TOTAL						4 581 021			

(1) Les chiffres ci-dessus sont présentés hors intérêts courus qui s'élèvent à 47 140 KDH

TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILES AU 30/06/2015

En milliers de DH

DÉNOMINATION DE LA SOCIÉTÉ ÉMETTRICE	SECTEUR D'ACTIVITÉ	CAPITAL SOCIAL	PARTICIPATION AU CAPITAL EN %	PRIX D'ACQUISITION	VALEUR COMPTABLE NETTE	EXTRAIT DES DERNIERS ÉTATS DE SYNTHÈSE DE LA SOCIÉTÉ ÉMETTRICE			PRODUITS INSCRITS AU CPC DE L'EXERCICE	
						DATE DE CLÔTURE DE L'EXERCICE	SITUATION NETTE	RÉSULTAT NET		
PARTICIPATION DANS LES ENTREPRISES LIÉES										
BMCI-LEASING	Crédit bail	80 000	86,91%	111 714	111 714	30/06/15	207 011	2 677		22 609
BMCI BANQUE OFFSHORE	Banque offshore	KUSD 5 500	100%	47 108	53 455	30/06/15	77 834	19 027		45 731
BMCI BOURSE	Intermédiaire boursier	20 000	100%	20 000	7 086	30/06/15	7 312	-314		
UPAR	Prise de participation	1 500	100%	9 428	5 005	30/06/15	5 004	-39		
BMCI Asset Management	Gestion des SICAV	1 000	100%	1 000	1 000	30/06/15	7 908	7 059		13 860
BMCI FINANCE	Prise de participation	8 500	100%	8 500	8 500	30/06/15	4 697	-499		
BMCI FONDOS	Gestion des FCP	1 000	100%	1 000	1 000	30/06/15	1 949	200		
BMCI ASSURANCE	Intermédiaire en assurances	100	100%	100	100	30/06/15	14 011	13 717		21 500
BMCI DEVELOPPEMENT	Prise de participation	300	100%	300	0	30/06/15	-1 809	-146		
BMCI GESTION SOLIDARITE		1 000	0%	500	500					
FCP BMCI GESTION DIVERSIF	OPCVM			500	500					
DELTA RECOUVREMENT	Recouvrement des créances	2 000	100%	2 000	370	30/06/15	365	-30		
ARVAL MAROC	Location longue durée	30 000	33,34%	27 339	18 349	30/06/15	47 376	14 920		3 107
Sté Immobil sidi maarouf	Société immobilière	10 100	100%	10 100	10 100	30/06/15	-38 439	2 308		
BNP MED INNOV (ex mediha)	Maintenance et devel Inform	46 213	10%	13 631	13 631	30/06/15	112 380	11 645		
AUTRES TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILÉS										
Centre monétique Interbank	Gestion cartes monétiques	98 200	13%	13 000	13 000	31/12/13	246 693	127 709		5 200
Société Interbank	Gestion cartes monétiques	11 500	22%	2 530	2 530	31/12/13	24 998	11 350		2 530
BDSI	Maintenance et devel Inform	16 000	11%	1 760	1 760	31/12/14	41 071	6 265		563
Sté Immobil Interbancaire GBPM	Société immobilière	19 005	13%	2 534	2 050					
SOGEPiB	Gest & exploit parc indust	18 000	5%	900	900	31/12/14	23 969	4 680		215
SOGEPoS	Gest & exploit parc indust	35 000	13%	4 622	4 622	31/12/14	40 252	5 915		707
BNP PARISBAS MED BUSINESS Process	Gestion de process back office	14 600	4%	584	584	30/06/15	28 761	5 757		0
SCI Romandie	Société immobilière			2 930	2 930					
FGCP	Fonds de garantie			5 000	5 000					
NOVEC	Bureau d'études et d'ingénierie	25 700	2,82%	725	725	31/12/14	492 424	24 938		451
SETTAPARK	Gest & exploit parc indust			6 530	6 530	31/12/14	33 246	-4 223		
ECOPARC	Gest & exploit parc indust	55 000		10 000	10 000					
Divers				4 111	4 111					138
TOTAL					286 052					116 612

ETAT DES CHANGEMENTS DES METHODES AU 30/06/2015

En milliers de DH

NATURE DES CHANGEMENTS	JUSTIFICATIONS DES CHANGEMENTS	INFLUENCE SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I. Changements affectant les méthodes d'évaluation	NEANT	NEANT
II. Changements affectant les règles de présentation	NEANT	NEANT



TABLEAU DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES AU 30/06/2015 En milliers de DH

NATURE	MONTANT BRUT AU DÉBUT DE L'EXERCICE	MONTANT DES ACQUISITIONS AU COURS DE L'EXERCICE (1)	MONTANT DES CÉSSIONS OU RETRAITS AU COURS DE L'EXERCICE (1)	MONTANT BRUT À LA FIN DE L'EXERCICE	AMORTISSEMENTS ET/OU PROVISIONS			CUMUL	MONTANT NET À LA FIN DE L'EXERCICE
					MONTANT DES AMORTISSEMENTS ET/OU PROVISIONS AU DÉBUT DE L'EXERCICE	DOTATION AU TITRE DE L'EXERCICE	MONTANT DES AMORTISSEMENTS SUR IMMOBILISATIONS SORTIES		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	677 455	22 452	0	699 907	183 694	23 872	0	207 566	492 341
Droit au bail	151 589			151 589	2 667	0	0	2 667	148 922
Immobilisations en recherche et développement	0			0	0	0	0	0	0
Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	525 866	22 452	0	548 318	181 026	23 872	0	204 899	343 419
Immobilisations incorporelles hors exploitation									
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 759 569	72 673	-1 431	2 830 810	1 210 731	70 099	0	1 280 830	1 549 981
-IMMEUBLES D'EXPLOITATION	1 532 446	24 114	58 089	1 614 649	507 793	28 923	0	536 715	1 077 933
Terrain d'exploitation	29 293	0		29 293	0	0	0	0	29 293
Immeubles d'exploitation Bureaux	1 462 082	24 093	58 089	1 544 265	489 260	28 112	0	517 372	1 026 893
Immeubles d'exploitation Logements de fonction	41 070	20		41 091	18 533	811	0	19 344	21 747
-MOBILIER ET MATÉRIEL D'EXPLOITATION	426 706	22 706	3 035	452 447	304 205	15 646	0	319 852	132 595
Mobilier de bureau d'exploitation	149 063	4 102	2 270	155 435	111 957	4 175	0	116 132	39 303
Matériel de bureau d'exploitation	50 434	155	713	51 301	42 519	1 498	0	44 016	7 285
Matériel informatique	227 156	18 448	52	245 657	149 676	9 973	0	159 650	86 007
Matériel roulant rattaché à l'exploitation	54	0	0	54	54	0	0	54	0
Autres matériels d'exploitation									
-AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES D'EXPLOITATION	650 229	6 589	0	656 818	388 367	24 779	0	413 146	243 672
-IMMOBILISATIONS CORPORELLES HORS EXPLOITATION	35 529	161	0	35 690	10 366	751	0	11 117	24 573
Terrains hors exploitation	1 500			1 500	0	0	0	0	1 500
Immeubles hors exploitation	30 837			30 837	8 431	610	0	9 040	21 797
Mobilier et matériel hors exploitation	3 192	161		3 353	1 935	141	0	2 076	1 277
Autres immobilisations corporelles hors exploitation									
IMMOBILISATIONS EN COURS	114 659	19 103	-62 555	71 208	0	0	0	0	71 208
TOTAL	3 437 024	95 124	-1 431	3 530 717	1 394 424	93 971	0	1 488 396	2 042 321

(1) Ces rubriques comprennent également les mouvements Entrées et Sorties des immobilisations

PROVISIONS DU 01/01/2015 AU 30/06/2015 En milliers de DH

PROVISIONS	ENCOURS 31/12/2014	DOTATIONS	REPRISES	AUTRES VARIATIONS	ENCOURS 30/06/2015
PROVISIONS DEDUITES DE L'ACTIF SUR:	3 973 844	573 522	279 486	-36	4 267 844
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	155				155
Créances sur la clientèle	3 938 895	570 940	278 581	-34	4 231 220
Titres de placement	7 354	875	905	0	7 324
Titres de participation et emplois assimilés	18 044	1 707	0		19 751
Autres titres de participations	8 991	0	0	-2	8 989
Immobilisations en crédit-bail et en location					
Autres actifs	406				406
PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF	272 752	11 842	95 300	0	189 293
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	18 218	0	0	0	18 218
Provisions pour risques de change	24				24
Provisions pour pertes sur marchés à terme	6 085	0	5	0	6 080
Provisions pour risques généraux et charges	248 425	11 842	95 295		164 972
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires					
Provisions réglementées	0	0	0		0
TOTAL	4 246 596	585 364	374 786	-36	4 457 137

MARGE D'INTERET AU 30/06/2015 En milliers de DH

CAPITAUX MOYENS	MONTANT	TAUX DE RENDEMENT MOYEN	COÛT MOYEN
Encours moyens des emplois	42 711 183	5,79%	
Encours moyens des ressources	42 335 388		1,31%

INTERETS En milliers de DH

	MONTANT 30/06/2015	DONT MONTANT RELATIF AUX EXERCICES PRÉCÉDENT	MONTANT 31/12/2014	VARIATION DUE À L'ÉVOLUTION DU TAUX	VARIATION DUE À L'ÉVOLUTION DES VOLUMES
INTÉRÊTS PERÇUS	1 225 346		2 630 277		
Dont Intérêts sur opérations effectuées avec des entreprises liées					
Dont Intérêts sur créances subordonnées					
INTÉRÊTS VERSÉS	274 664		785 229		
Dont Intérêts sur opérations effectuées avec des entreprises liées					
Dont Intérêts sur dettes subordonnées					

Les encours moyens et intérêts 2015 concernent uniquement les volumes de la clientèle y compris les Sociétés de crédit à la consommation (hors créances compromises)

COMMISSIONS En milliers de DH

	MONTANT 30/06/2015	DONT MONTANT RELATIF AUX EXERCICES PRÉCÉDENTS
Commissions perçues sur engagements de financement donnés	14 685	
Commissions perçues sur engagements de garantie donnés	51 662	
Commissions versées sur engagements de financement reçus	0	
Commissions versées sur engagements de garantie reçus	610	

DATATION ET EVENEMENTS POSTERIEURS AU 30/06/2015

I. DATATION	
Date de clôture (1)	30 juin 2015
Date d'établissement des états de synthèse (2)	27 août 2015

- (1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice
(2) Justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse.

II. EVENEMENTS NES POSTERIEUREMENT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLES A CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1^{ERE} COMMUNICATION EXTERNE DES ETATS DE SYNTHESE

DATES	INDICATIONS DES ÉVÉNEMENTS
	Favorables Néant
	Défavorables Néant



IMMOBILISATIONS DONNEES EN CREDIT-BAIL, EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT ET EN LOCATION SIMPLE DU 01/01/15 AU 30/06/2015 En milliers de DH

NATURE	MONTANT BRUT AU DÉBUT DE L'EXERCICE	MONTANT DES ACQUISITIONS AU COURS DE L'EXERCICE	MONTANT DES CÉSSIONS OU RETRAITS AU COURS DE L'EXERCICE	MONTANT BRUT À LA FIN DE L'EXERCICE	AMORTISSEMENTS		PROVISIONS			MONTANT NET À LA FIN DE L'EXERCICE
					DOTATION AU TITRE DE L'EXERCICE	CUMUL DES AMORTISSEMENTS	DOTATION AU TITRE DE L'EXERCICE SORTIES	REPRISES DE PROVISIONS	CUMUL DES PROVISIONS	
IMMOBILISATIONS DONNEES EN CREDIT-BAIL										
ET EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT										
CREDIT-BAIL SUR IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	281 282	138 256	355	419 183	46 876	138 108	-	33	365	280 710
CREDIT-BAIL MOBILIER	277 082	137 732	-	414 813	46 876	138 108	-	-	-	276 705
- Crédit-bail mobilier en cours	248	-	-	248	-	-	-	-	-	248
- Crédit-bail mobilier loué	276 833	137 732	-	414 565	46 876	138 108	-	-	-	276 457
- Crédit-bail mobilier non loué après résiliation										
CREDIT-BAIL IMMOBILIER										
- Crédit-bail immobilier en cours										
- Crédit-bail immobilier loué										
- Crédit-bail immobilier non loué après résiliation										
LOYERS COURUS A RECEVOIR										
LOYERS RESTRUCTURES										
LOYERS IMPAYES	1 229	525		1 753						1 753
CREANCES EN SOUFFRANCE	2 971		355	2 616				33	365	2 252
IMMOBILISATIONS DONNEES EN LOCATION SIMPLE										
BIENS MOBILIERS EN LOCATION SIMPLE										
BIENS IMMOBILIERS EN LOCATION SIMPLE										
LOYERS COURUS A RECEVOIR										
LOYERS RESTRUCTURES										
LOYERS IMPAYES										
LOYERS EN SOUFFRANCE										
TOTAL	281 282	138 256	355	419 183	46 876	138 108	-	33	365	280 710

VALEURS DES TITRES DE TRANSACTION, DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT AU 30/06/2015 En milliers de DH

TITRES	VALEURS COMPTABLE BRUTE	VALEUR ACTUELLE	VALEUR DE REMBOURSEMENT	PLUS-VALUES LATENTES	MOINS-VALUES LATENTES	PROVISIONS
TITRES DE TRANSACTION						
Bons du trésor et valeurs assimilées	337 279	337 279	327 100	-	-	-
Obligations	-	-	-	-	-	-
Autres titres de créance	195 398	195 398	191 100	-	-	-
Titres de propriété	31 528	31 528	31 528	-	-	-
TITRES DE PLACEMENT	7 050 104	7 042 779	6 976 604	-	7 325	7 325
Bons du trésor et valeurs assimilées	6 482 173	6 481 879	6 413 396	-	294	294
Obligations	47 296	47 296	47 300	-	-	-
Autres titres de créance	505 805	505 767	501 078	-	38	38
Titres de propriété	14 830	7 837	14 830	-	6 993	6 993
TITRES D'INVESTISSEMENT						
Bons du trésor et valeurs assimilées	-	-	-	-	-	-
Obligations	-	-	-	-	-	-
Autres titres de créance	-	-	-	-	-	-
Titres de propriété	-	-	-	-	-	-
TOTAL	7 614 309	7 606 984	7 526 332	-	7 325	7 325

Non inclus les intérêts courus à recevoir

PASSAGE DU RESULTAT NET COMPTABLE AU RESULTAT NET FISCAL En milliers de DH

INTITULES	MONTANT	MONTANT
RESULTAT NET COMPTABLE	273 706	
Bénéfice net	273 706	
Perte nette		
REINTEGRATIONS FISCALES	81 973	
1. Courantes	6 636	
-Cadeaux à la clientèle	2 576	
-Redevances et locations non déductibles	246	
-Pénalités et amendes	0	
-dons, subventions et cotisations	102	
-Sponsoring & Mécénat culturel	1 985	
-Frais de réception et événements exceptionnels	1 728	
-Charges du personnel non déductibles	0	
2. Non courantes	75 337	
-IS	61 282	
-Pertes sur créances et comptes soldés (non couvertes par des provisions)	5 398	
-Charges non courantes	6 233	
-Provision pour risque généraux	452	
-Charges sur exercice antérieurs	1 972	
DEDUCTIONS FISCALES		190 053
1. Courantes		116 252
- Dividendes		116 252
2. Non courantes		73 801
- Reprise de provision pour investissement		0
- Reprise de provision pour risques généraux et autres		73 801
TOTAL	355 679	190 053
RESULTAT BRUT FISCAL		MONTANTS
Bénéfice brut si T1 > T2 (A)		165 626
Déficit brut fiscal si T2 > T1 (B)		
REPORTS DEFICITAIRES IMPUTES (C) (1)		0
Exercice n - 4		
Exercice n - 3		
Exercice n - 2		
Exercice n - 1		
RESULTAT NET FISCAL		
Bénéfice net fiscal (A - C) ou déficit net fiscal (B)		165 626
CUMUL DES AMORTISSEMENTS FISCALEMENT DIFFERES		
CUMUL DES DEFICITS FISCAUX RESTANT A REPORTER		0
Exercice n - 4		
Exercice n - 3		
Exercice n - 2		
Exercice n - 1		

(1) Dans la limite du montant du bénéfice brut fiscal (A)

TITRES ET AUTRES ACTIFS GERES OU EN DEPOTS AU 30/06/2015 En milliers de DH

TITRES	NOMBRE DE TITRES		MONTANTS	
	30/06/15	31/12/14	30/06/15	31/12/14
Titres dont l'établissement est dépositaire			59 135 896	63 898 138
Titres gérés en vertu d'un mandat de gestion				
Titres d'OPCVM domiciliée dont l'établissement est dépositaire			14 309 209	13 570 561
Titres d'OPCVM gérés en vertu d'un mandat de gestion				
Autres actifs dont l'établissement est dépositaire				
Autres actifs gérés en vertu d'un mandat de gestion				

VENTILATION DES RESULTATS PAR METIER OU POLE D'ACTIVITE AU 30/06/2015 En milliers de DH

	ACTIVITE 1	ACTIVITE II	ACTIVITE III	ACTIVITE IV	TOTAL
	XXXXXXXX	XXXXXXXX	XXXXXXXX	XXXXXXXX	
PRODUIT NET BANCAIRE					1 535 062
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION					798 165
RÉSULTAT AVANT IMPÔT					334 988

Commentaires : Le système d'information actuel de la banque ne permet pas le découpage des résultats par activité. Cette analyse serait faisable dans le cadre du nouveau système d'information en cours de déploiement au sein de la banque.



TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE DU 01/01/2015 AU 30/06/2015

En milliers de DH

	30/06/15	31/12/14
1. (+) Produits d'exploitation bancaire perçus	1 992 217	4 474 925
2. (+) Récupérations sur créances amorties	4 637	-
3. (+) Produits d'exploitation non bancaire perçus	6 154	34 827
4. (-) Charges d'exploitation bancaire versées	-1 109 273	-2 389 761
5. (-) Charges d'exploitation non bancaire versées	-1 984	-3 187
6. (-) Charges générales d'exploitation versées	-641 676	-1 307 935
7. (-) Impôts sur les résultats versés	-61 282	-289 541
I. FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DU COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES	188 794	519 328
Variation des :		
8. (±) Créances sur les établissements de crédit et assimilés	-433 617	-1 277 849
9. (±) Créances sur la clientèle	316 589	1 087 044
10. (±) Titres de transaction et de placement	1 114 826	272 718
11. (±) Autres actifs	-55 167	14 913
12. (±) Immobilisations données en crédit-bail et en location	-91 058	-89 636
13. (±) Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	1 133 826	512 209
14. (±) Dépôts de la clientèle	-1 118 733	-746 374
15. (±) Titres de créance émis	-1 139 879	-863 591
16. (±) Autres passifs	-36 944	293 962
II. SOLDE DES VARIATIONS DES ACTIFS ET PASSIFS D'EXPLOITATION	-310 156	-796 604
III. FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION (I + II)		
17. (+) Produit des cessions d'immobilisations financières	-	-
18. (+) Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	-	-
19. (-) Acquisition d'immobilisations financières	-10 500	0
20. (-) Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	-95 124	-294 910
21. (+) Intérêts perçus	-	-
22. (+) Dividendes perçus	116 612	125 638
IV. FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	10 988	-169 272
23. (+) Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus	-	-
24. (+) Variation de dettes subordonnées	-	-
25. (+) Emission d'actions	-	44
26. (-) Remboursement des capitaux propres et assimilés	-	-
27. (-) Intérêts versés	-	-
28. (-) Dividendes versés	-398 379	-398 365
V. FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT	-398 379	-398 321
VI. VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE (III+IV+V)	-508 753	-844 869
VII. TRESORERIE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	1 868 606	2 713 475
VIII. TRESORERIE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	1 359 852	1 868 606

PLUS OU MOINS VALUES SUR CESSIONS OU RETRAITS D'IMMOBILISATIONS AU 30/06/2015

En milliers de DH

NATURE	MONTANT	AMORTISSEMENTS	VALEUR NETTE	PRODUIT	PLUS-VALUES	MOINS-VALUES
	BRUT	CUMULÉS	COMPTABLE	DE CESSION	DE CESSION	DE CESSION
Droit au bail						
Frais d'établissement sur acquisition Immobilisation						
Logiciel informatique						
Immeubles exploitation bureau						
Immeubles hors exploitation						
Terrain exploitation						
Agencement Aménagement et Installation						
Agencement Aménagement et Installation						
Mobilier de bureau						
Matériel roulant						
Matériel roulant de fonction						
Matériel de bureau						
Immeubles exploitation logement de fonction						
Agencement Aménagement et Installation logement de fonction						
Aménagement nouveaux locaux						
Matériel Informatique (Ordinateurs centraux)						
Matériel Informatique (Ordinateurs centraux)						
Matériel Informatique (GAB & TPE)						
Matériel Informatique (Micro-ordinateurs)						
Télécommunications						
Mobilier logement de fonction						
Terrain hors exploitation						

NÉANT

TOTAL GENERAL

DETTES SUBORDONNEES AU 30/06/2015

En milliers de DH

MONNAIE	MONTANT	COURS	TAUX	DURÉE	CONDITION DE REMBOURSEMENT	MONTANT DE L'EMPRUNT	DONT ENTREPRISES LIÉES		DONT AUTRES APPARENTÉS	
							MONTANT	MONTANT	MONTANT	MONTANT
DE L'EMPRUNT	EN MONNAIE DE L'EMPRUNT				ANTICIPÉ, SUBORDINATION ET CONVERTIBILITÉ	EN MONNAIE NATIONALE	31/12/14	30/06/15	31/12/14	30/06/15
MAD	270 000	100	6,04%	10	Subordination classique	270 000				
MAD	255 000	100	6,04%	10	Subordination classique - Coté sur la bourse de Casablanca	255 000				
MAD	225 000	100	4,01%	10	Subordination classique	225 000			27 800	27 800
TOTAL	750 000					750 000	0	0	27 800	27 800

ATTESTATION D'EXAMEN LIMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LA SITUATION INTERMEDIAIRE AU 30 JUIN 2015

En application des dispositions du Dahir portant loi n°1-93-212 du 21 septembre 1993, tel que modifié et complété, nous avons procédé à un examen limité de la situation intermédiaire de la Banque Marocaine pour le Commerce et l'Industrie (BMCI) comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2015. Cette situation intermédiaire qui fait ressortir un montant de capitaux propres et assimilés totalisant 8.837.842 KMAD dont un bénéfice net de 273.706 KMAD, relève de la responsabilité des organes de gestion de l'émetteur.

Nous avons effectué notre mission selon les normes de la profession au Maroc relatives aux missions d'examen limité. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation intermédiaire ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la banque et des vérifications analytiques appliquées aux données financières; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que la situation intermédiaire, ci-jointe, ne donne pas une image fidèle du résultat des opérations du semestre écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Banque Marocaine pour le Commerce et l'Industrie (BMCI) arrêtés au 30 juin 2015, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Casablanca, le 27 Août 2015

Les Commissaires aux Comptes

Deloitte Audit

Fawzi BRITEL
Associé

Mazars Audit et Conseil

Abdou Souleye DIOP
Associé



Les états financiers consolidés du Groupe BNP Paribas sont présentés au titre des premiers semestres 2015 et 2014. Conformément à l'article 20.1 de l'annexe I au règlement européen Prospectus (règlement EU 809/2004), il est précisé que le premier semestre 2013 est consultable dans l'actualisation du 1^{er} Août 2014, enregistrée sous le numéro D.14-0123-A03, du Document de référence déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 7 mars 2014 sous le numéro D.14-0123.

BILAN AU 30 JUIN 2015	En millions d'euros	
	30 JUIN 2015	31 DÉCEMBRE 2014 ⁽¹⁾
ACTIF		
Caisse, banques centrales	99 423	117 473
Instruments financiers en valeur de marché par résultat		
• Portefeuille de titres de transaction	206 138	156 546
• Prêts et opérations de pensions	179 941	165 776
• Portefeuille évalué en valeur de marché sur option	83 688	78 827
• Instruments financiers dérivés	359 092	412 498
Instruments financiers dérivés de couverture	17 068	19 766
Actifs financiers disponibles à la vente	267 055	252 292
Prêts et créances sur les établissements de crédit	43 803	43 348
Prêts et créances sur la clientèle	697 405	657 403
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	4 590	5 603
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	8 436	8 965
Actifs d'impôts courants et différés	8 258	8 628
Comptes de régularisation et actifs divers	121 920	110 088
Participations dans les entreprises mises en équivalence	7 350	7 371
Immuebles de placement	1 593	1 614
Immobilisations corporelles	18 726	18 032
Immobilisations incorporelles	2 999	2 951
Ecart d'acquisition	11 024	10 577
TOTAL ACTIF	2 138 509	2 077 758
DETTES		
Banques centrales	5 841	1 680
Instruments financiers en valeur de marché par résultat		
• Portefeuille de titres de transaction	91 671	78 912
• Emprunts et opérations de pensions	227 203	196 733
• Portefeuille évalué en valeur de marché sur option	62 847	57 632
• Instruments financiers dérivés	356 104	410 250
Instruments financiers dérivés de couverture	21 232	22 993
Dettes envers les établissements de crédit	93 424	90 352
Dettes envers la clientèle	687 365	641 549
Dettes représentées par un titre	185 036	187 074
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	3 182	4 765
Passifs d'impôts courants et différés	2 903	2 920
Comptes de régularisation et passifs divers	96 429	87 722
Provisions techniques des sociétés d'assurance	182 904	175 214
Provisions pour risques et charges	11 670	12 337
Dettes subordonnées	14 575	13 936
TOTAL DETTES	2 042 386	1 984 069
CAPITAUX PROPRES		
Capital et réserves	81 290	83 210
Résultat de la période, part du Groupe	4 203	157
Total capital, réserves consolidées et résultat de la période, part du Groupe	85 493	83 367
Variations d'actifs et passifs comptabilisées directement en capitaux propres	6 585	6 091
TOTAL PART DU GROUPE	92 078	89 458
Réserves et résultat des minoritaires	3 881	4 098
Variation d'actifs et passifs comptabilisées directement en capitaux propres	164	133
TOTAL INTÉRÊTS MINORITAIRES	4 045	4 231
TOTAL CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS	96 123	93 689
TOTAL PASSIF	2 138 509	2 077 758

⁽¹⁾ Données retraitées par application de l'interprétation IFRIC 21 (cf notes 1.a et 2.).

COMPTE DE RÉSULTAT DU PREMIER SEMESTRE 2015	En millions d'euros	
	1 ^{ER} SEMESTRE 2015	1 ^{ER} SEMESTRE 2014 ⁽¹⁾
Intérêts et produits assimilés	21 946	19 033
Intérêts et charges assimilés	(10 818)	(9 300)
Commissions (produits)	6 772	6 185
Commissions (charges)	(2 922)	(2 643)
Gains nets sur instruments financiers à la valeur de marché par résultat	3 557	2 529
Gains nets sur actifs financiers disponibles à la vente et autres actifs financiers non évalués en valeur de marché	976	1 278
Produits des autres activités	22 283	18 968
Charges des autres activités	(19 650)	(16 570)
PRODUIT NET BANCAIRE	22 144	19 480
Frais de personnel	(8 236)	(7 490)
Autres charges générales d'exploitation	(5 849)	(4 951)
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	(806)	(720)
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION	7 253	6 319
Coût du risque	(1 947)	(1 939)
Coûts relatifs à l'accord global avec les autorités des Etats-Unis		(5 950)
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	5 306	(1 570)
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	301	241
Gains nets sur autres actifs immobilisés	630	12
Ecart d'acquisition		(3)
RÉSULTAT AVANT IMPÔT	6 237	(1 320)
Impôt sur les bénéfices	(1 846)	(1 324)
RÉSULTAT NET	4 391	(2 644)
dont intérêts minoritaires	188	171
RÉSULTAT NET, PART DU GROUPE	4 203	2 815
Résultat par action	3,22	(2,36)
Résultat dilué par action	3,22	(2,35)

⁽¹⁾ Données retraitées par application de l'interprétation IFRIC 21 (cf notes 1.a et 2.).

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE RELATIFS AU PREMIER SEMESTRE 2015	En millions d'euros	
	1 ^{ER} SEMESTRE 2015	1 ^{ER} SEMESTRE 2014 ⁽¹⁾
RÉSULTAT AVANT IMPÔT	6 237	(1 320)
ÉLÉMENTS NON MONÉTAIRES INCLUS DANS LE RÉSULTAT NET AVANT IMPÔTS ET AUTRES AJUSTEMENTS HORS RÉSULTAT	12 051	14 346
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	1 813	1 663
Dotations nettes aux provisions des autres immobilisations et dépréciation des écarts d'acquisition	(12)	(14)
Dotations nettes aux provisions	7 423	6 136
Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	(301)	(241)
Charges (produits) nets des activités d'investissement	(584)	482
Charges nettes des activités de financement	1 085	768
Autres mouvements	2 627	5 552
DIMINUTION NETTE LIÉE AUX ACTIFS ET PASSIFS PROVENANT DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	(38 960)	(34 767)
Augmentation (diminution) nette liée aux opérations avec les établissements de crédit	6 245	3 966
Augmentation nette liée aux opérations avec la clientèle	4 729	11 660
Diminution nette liée aux opérations affectant les autres actifs ou passifs financiers	(46 550)	(47 856)
Diminution nette liée aux opérations affectant les actifs ou passifs non financiers	(1 802)	(1 292)
Impôts versés	(1 582)	(1 245)
DIMINUTION NETTE DE LA TRÉSORERIE GÉNÉRÉE PAR L'ACTIVITÉ OPÉRATIONNELLE	(20 672)	(21 741)
Augmentation (diminution) nette liée aux actifs financiers et aux participations	569	(285)
Diminution nette liée aux immobilisations corporelles et incorporelles	(790)	(759)
DIMINUTION NETTE DE LA TRÉSORERIE LIÉE AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT	(221)	(1 044)
Diminution de trésorerie liée aux opérations réalisées avec les actionnaires	(1 967)	(1 885)
Diminution de trésorerie provenant des autres activités de financement	(1 419)	(1 646)
DIMINUTION NETTE DE LA TRÉSORERIE LIÉE AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT	(3 386)	(3 531)
EFFET DE LA VARIATION DES TAUX DE CHANGE SUR LA TRÉSORERIE ET ASSIMILÉE	6 840	964
DIMINUTION NETTE DE LA TRÉSORERIE	(17 439)	(25 352)
SOLDE DES COMPTES DE TRÉSORERIE ET ASSIMILÉE À L'OUVERTURE DE LA PÉRIODE	111 991	97 755
Comptes actifs de caisse, banques centrales	117 473	100 787
Comptes passifs de banques centrales	(1 680)	(662)
Prêts à vue aux établissements de crédit	7 924	7 239
Emprunts à vue auprès des établissements de crédit	(11 618)	(9 485)
Déduction des créances et dettes rattachées sur les comptes de trésorerie et assimilée	(108)	(124)
SOLDE DES COMPTES DE TRÉSORERIE ET ASSIMILÉE À LA CLÔTURE DE LA PÉRIODE	94 552	72 403
Comptes actifs de caisse, banques centrales	99 423	79 255
Comptes passifs de banques centrales	(5 841)	(4 780)
Prêts à vue aux établissements de crédit	10 356	10 215
Emprunts à vue auprès des établissements de crédit	(9 365)	(12 273)
Déduction des créances et dettes rattachées sur les comptes de trésorerie et assimilée	(21)	(14)
DIMINUTION DES SOLDES DES COMPTES DE TRÉSORERIE ET ASSIMILÉE	(17 439)	(25 352)

⁽¹⁾ Données retraitées par application de l'interprétation IFRIC 21 (cf notes 1.a et 2.).

BMCI - S.A. à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 1 327 928 600 Dirhams
Siège Social: 26, place des Nations Unies - Casablanca - Maroc - Tél. : 05 22 46 10 00



www.bmci.ma



Centre de Relations Clients
05 29 044 044



Service Assistance Entreprises
05 29 07 07 07



[bmcienvous](https://www.facebook.com/bmcienvous)



BMCI
GROUPE BNP PARIBAS

La banque
d'un monde
qui change